

Le

COLLECTIF

— former et informer —

ÉDITO

Recrudescence du moment anti-choix, une situation préoccupante

Page 2

RECONNAISSANCE

Trois figures de l’UdeS reçoivent une distinction française majeure

Page 3

DANSE ET ART

Nicolas Zemmour : entre philosophie et danse

Page 8

POLITIQUE QUÉBÉCOISE

Une rentrée parlementaire chargée à Québec

Page 13

INÉGALITÉS

Les codes vestimentaires dans les sports, nécessaires?

Page 18



SOURCE : BEARCATS DE TRURO

LE HOCKEY VERT & OR ACCUEILLE

SA PREMIÈRE RECRUE

Le programme de hockey Vert & Or s’apprête à refaire surface après cinquante ans d’absence. L’arrivée de sa toute première recrue officielle marque déjà un moment charnière. Pour Éli Baillargeon, ailier gauche de 20 ans originaire de Shefford, ce nouveau départ représente bien plus qu’un simple changement d’équipe. C’est l’occasion de contribuer à la fondation d’un programme et d’y laisser sa trace dès le début.

Un passage formateur en Nouvelle-Écosse

Cette intensité, il l’a développée au fil des dernières saisons, notamment lors de son passage avec les Bearcats de Truro, en Nouvelle-Écosse. Une expérience marquante qui lui a permis de grandir bien au-delà du hockey. Quitter le Québec pour évoluer dans un environnement

anglophone représentait d’abord un défi linguistique, mais aussi une opportunité de croissance personnelle.

« Je suis venu ici beaucoup pour mieux apprendre l’anglais. Ça va être bon au-delà du hockey, ça peut être bon partout dans la vie. » Autre que la langue, ce séjour dans les Maritimes lui a permis de gagner en maturité. « Je suis arrivé dans une équipe où j’étais dans les plus vieux, j’avais de grosses responsabilités. Je pense que cette maturité-là, je vais la rapporter au Québec. »

Ces responsabilités lui ont appris à gérer la pression et à s’impliquer davantage dans la dynamique du groupe. Ces dernières sont des qualités précieuses à avoir dans un contexte universitaire.

Le retour près de la maison

Après cette expérience loin de la maison, un retour en Estrie s’est progressivement imposé comme une évidence. Si l’aventure en Nouvelle-Écosse lui

a permis de sortir de sa zone de confort, elle lui a aussi fait réaliser l’importance de la proximité familiale.

« Quand je regardais mes décisions pour l’année prochaine, je voulais revenir proche de la maison. J’ai vécu l’expérience d’être loin, j’ai aimé ça, mais je suis rendu à un autre niveau. J’aimerais ça être plus proche de la maison. »

L’Université de Sherbrooke s’est donc rapidement retrouvée parmi ses options représentant un équilibre idéal entre poursuite sportive et stabilité personnelle.

Lire la suite à la page 17...

DIRECTION

Sarah Gendreau Simoneau
Rédactrice en chef
redaction.lecollectif@usherbrooke.ca

Alexandre Leclerc
Directeur général
dg.medius@usherbrooke.ca

Émy Robert
Directrice des communications,
ventes et marketing
promo.medius@usherbrooke.ca

RÉDACTION

Frédérique Maysenhoelder
Cheffe de pupitre *Campus*
campus.lecollectif@usherbrooke.ca

Elizabeth Gagné
Cheffe de pupitre *Culture*
culture.lecollectif@usherbrooke.ca

Meg-Anne Lachance et Médéric Dens
Chefs de pupitre *Société*
societe.lecollectif@usherbrooke.ca

Salma Labiede
Journaliste

Alexia Santos
Correspondante Vert & Or

Émilie Oliver
Révisseuse linguistique

PRODUCTION

Amélie Ollat
Infographiste
web.lecollectif@usherbrooke.ca

COLLABORATEURS
ET COLLABORATRICES

Maxim Bonneville
Rémi Brosseau-Fortier
Corinne Lambert
Juliette Rioux-Rheault
Frédérique Richard

FAIS PARTIE DE LA
PROCHAINE ÉDITION
DU 2 MARS 2026

Nous sommes à la recherche de collaborateurs et
collaboratrices !

Que tu sois au 1^{er}, 2^e ou 3^e cycle,
viens t'impliquer !

Écris à redaction.lecollectif@usherbrooke.ca

RECRUESCENCE DU MOUVEMENT ANTI-CHOIX,
UNE SITUATION PRÉOCCUPANTE

Bien que l'avortement constitue un droit au Québec et au Canada, son accès demeure fragile. On observe une recrudescence du mouvement anti-choix en Estrie, comme partout au Québec. Des groupes anti-choix actifs dans les régions tentent d'ailleurs de collaborer avec des organismes, d'adhérer à des tables de concertation et regroupements, d'obtenir du financement, etc. Ils s'y prennent de manière sournoise en donnant l'impression d'être un organisme pro-choix, ce qui rend leur présence encore plus inquiétante, puisqu'ils adoptent une approche qui ne respecte pas le libre-choix et peuvent exercer une influence biaisée, culpabilisante ou orientée.

Sarah Gendreau Simoneau
Rédactrice en chef

Les mouvements opposés à l'avortement s'étendent sur un spectre allant de la promotion d'options alternatives à l'avortement à l'exigence d'une interdiction totale, en passant par l'adoption de positions intermédiaires visant à imposer des restrictions partielles au nom de la protection du fœtus, des valeurs morales ou de la santé des femmes. C'est ce que souligne la doctorante en sociologie Véronique Pronovost, coauteure de l'étude « Quand le consensus vacille : état des lieux du mouvement contre l'avortement au Québec ».

Une opposition plus intense

Le mouvement antiavortement n'est pas un phénomène nouveau au Québec, mais ses manifestations publiques se sont intensifiées et diversifiées ces dernières années. « Ce mouvement ne se développe pas en vase clos, explique la doctorante. Il s'inscrit dans une tendance internationale, s'inspirant entre autres de mouvements présents au Canada anglais et aux États-Unis. »

Ce qui se passe chez nos voisins du Sud inquiète, en effet, de notre côté de la frontière. En 2022, la Cour suprême des États-Unis avait ordonné l'annulation de l'arrêt Roe contre Wade, un jugement adopté en 1973 qui rendait la pratique de l'avortement légale dans tous les États depuis 50 ans. Avec le retrait de cette protection fédérale, de nombreux États ont restreint et même interdit aux femmes le choix de ne pas poursuivre leur grossesse.

Au Québec, le ministre de la Justice, Simon Jolin-Barrette, veut inscrire le droit à l'avortement dans la constitution québécoise. Cette idée est loin de faire l'unanimité, parce qu'elle ouvrirait la porte à des contestations devant les tribunaux de certains aspects de ce droit essentiel pour les femmes.

Le rapport de Véronique Pronovost montre que le mouvement anti-choix est fortement intégré dans des réseaux interprovinciaux et transnationaux, bénéficiant de ressources, de

formations et d'outils militants de ses homologues canadiens et américains.

La plupart des organisations du mouvement contre l'avortement ne reçoivent pas de financement public direct et s'appuient sur une main-d'œuvre bénévole. Elles comptent surtout sur les dons individuels et le soutien d'actrices et acteurs des milieux religieux, philanthropiques et communautaires, dont certains sont peu au fait des orientations idéologiques de ces organisations.

Des arguments clés

La recherche montre que les membres du mouvement antiavortement utilisent différentes catégories d'arguments. L'avortement est alors présenté comme un péché ou un acte violent, symbole d'un déclin moral collectif. Le langage des droits humains est aussi mobilisé pour revendiquer une forme de justice en faveur de ce que l'on désigne comme « les enfants à naître ». Dans certains cas, on accuse le féminisme de fragiliser la famille et la nation. Dans d'autres, on valorise la maternité comme un vecteur d'épanouissement et d'autonomie des femmes.

L'accès à l'avortement est présenté comme un enjeu instrumentalisé par les élites politiques à des fins électoralistes, un registre qui inclut des théories du complot en évoquant l'existence d'un marché lucratif de produits d'avortement impliquant les milieux médical et pharmaceutique. De plus, on met de l'avant les prétendus effets négatifs de l'avortement sur la santé physique et psychologique des femmes.

Des recommandations pour renforcer l'accès à l'avortement

L'équipe de recherche a élaboré

12 recommandations au gouvernement du Québec afin de renforcer l'accès à l'avortement et contrer l'influence du militantisme antiavortement.

Parmi ces recommandations, l'équipe suggère que le gouvernement s'abstienne d'intervenir sur le plan législatif en matière d'avortement. Cela fait référence au projet de loi 1 du ministre de la Justice, évoqué plus tôt. Essentiellement, le rapport dit que l'ensemble des enjeux et des potentielles menaces pour l'accès à l'avortement ne peuvent pas être réglés par une loi.

Rendre les contraceptifs sur ordonnance gratuits constitue une autre recommandation. « Si on veut favoriser l'autonomie reproductive et réduire les inégalités d'accès à la contraception, il est essentiel que le gouvernement du Québec adopte les mesures nécessaires pour assurer la gratuité universelle des contraceptifs sur ordonnance. » Cette mesure serait efficace, susceptible de diminuer les grossesses non planifiées et de renforcer le droit à disposer librement de son corps.

Parmi les autres recommandations phares, les experts prônent la création d'un comité chargé d'élaborer des normes minimales d'accès aux services d'avortement ainsi qu'une équipe volante spécialisée en matière d'avortement de troisième trimestre, qui est plutôt particulier.

D'autres recommandations sont faites, comme de renforcer la formation universitaire sur l'avortement, de pérenniser le financement des organismes pro-choix ou encore de renforcer l'éducation à la sexualité en intégrant des contenus sur l'avortement et en développant l'esprit critique.



Le mouvement anti-choix gagne du terrain dans l'ensemble du Québec, ce qui suscite des inquiétudes.

SOURCE : CATHOLIC REGISTER

TROIS FIGURES DE L'UDES REÇOIVENT UNE DISTINCTION FRANÇAISE MAJEURE

Le 5 février dernier, l'Université de Sherbrooke (UdeS) a été le théâtre d'une cérémonie empreinte d'émotion et de fierté. À cette occasion, le consul général de France à Québec, Éric Lamouroux, a officiellement nommé Jean-Pierre Perreault, Pierre Cossette et Jean Goulet au grade de chevalier de l'Ordre des Palmes académiques, l'une des plus anciennes et prestigieuses distinctions civiles françaises.

Frédérique Maysenhoelder
Cheffe de pupitre *Campus*

Créé au 19^e siècle par Napoléon Bonaparte, cet ordre honorifique vise à reconnaître les personnes qui contribuent de manière exceptionnelle à l'enseignement, à la transmission du savoir et au rayonnement de la culture.

Cette triple distinction, rarissime pour une même université, marque une étape importante dans l'histoire des relations entre l'UdeS et la France. Elle vient souligner non seulement l'engagement remarquable des trois récipiendaires, mais aussi la vitalité des coopérations scientifiques et universitaires qui se sont intensifiées au fil des dernières années. Comme l'a mentionné le consul général lors de son allocution, ces trois médailles reconnaissent le parcours exceptionnel de responsables éminents de l'Université de Sherbrooke tout en mettant en lumière la solidité des liens franco-québécois qui unissent les deux partenaires.

Au-delà de l'honneur individuel, cette reconnaissance consacre le rôle stratégique que joue aujourd'hui l'UdeS dans l'espace francophone international. Elle témoigne de la capacité de l'institution à développer des collaborations durables, ambitieuses et structurantes, tant en recherche qu'en formation, dans un contexte où la défense et la promotion du français en science représentent un enjeu central.

Une vision stratégique tournée vers la France

Depuis plusieurs années, l'Université de Sherbrooke déploie une vision claire afin de consolider et d'approfondir ses relations avec la France. Cette orientation se reflète dans les mandats des vice-rectorats à la recherche, aux partenariats, aux études et à l'international, qui intègrent explicitement le développement de collaborations franco-québécoises. Elle se manifeste également par des prises de position régulières de la direction soulignant l'importance stratégique de ces alliances.

La création d'un Bureau de l'UdeS en France constitue l'un des jalons majeurs de cette démarche. Cette présence institutionnelle sur le territoire français favorise la conclusion d'ententes structurantes, facilite la mobilité étudiante et professorale et soutient l'émergence de projets conjoints d'envergure. L'Université participe également à de nombreux événements scientifiques en France et accueille régulièrement des délégations françaises à Sherbrooke, renforçant ainsi un dialogue académique constant.

Ces efforts ont permis à l'UdeS de consolider sa position comme partenaire incontournable dans l'espace francophone. Les collaborations se traduisent par des programmes bidiplômants, des cotutelles de thèse et la mise sur pied de laboratoires de recherche internationaux. Elles contribuent aussi à positionner l'institution comme un acteur clé dans des domaines stratégiques tels que le numérique, la cybersécurité, les nanotechnologies et les technologies

quantiques. La reconnaissance accordée par la France vient ainsi confirmer la pertinence et la cohérence de cette orientation.

Jean-Pierre Perreault : la science en français comme moteur

Recteur de l'Université de Sherbrooke depuis 2025, Jean-Pierre Perreault est reconnu pour son engagement soutenu envers la promotion de la science en français. Avant d'accéder au rectorat, il a notamment occupé le poste de vice-recteur à la recherche et aux études supérieures et assuré la présidence de l'ACFAS de 2021 à 2024, une période marquée par un repositionnement stratégique important de l'organisme.

Son parcours scientifique, notamment en biochimie de l'ARN, s'est accompagné d'une volonté constante de valoriser la vulgarisation et la diffusion du savoir en français. Il a soutenu des initiatives favorisant la communication scientifique auprès du grand public et encouragé les étudiantes et étudiants à s'approprier leur langue comme outil de recherche et d'innovation. Sous son impulsion, l'UdeS a également progressé de manière significative dans le classement canadien des revenus de recherche, témoignant d'un dynamisme accru.

Recevant la distinction avec humilité, il a souligné qu'elle représentait d'abord la reconnaissance d'un travail collectif mené avec passion. Il a rappelé que la collaboration entre le Québec et la France demeure essentielle pour assurer une véritable souveraineté scientifique francophone. Pour lui, le développement des liens avec la France et l'ensemble de la francophonie s'inscrit naturellement dans la planification stratégique de l'Université et dans son ambition de rayonner à l'international tout en demeurant fidèle à sa culture.

Pierre Cossette : structurer des partenariats durables

Recteur de 2017 à 2025, Pierre Cossette a joué un rôle déterminant dans l'intensification

des relations entre l'UdeS et plusieurs institutions françaises. Sous sa direction, l'Université a multiplié les ententes dans des secteurs porteurs et favorisé la création de projets conjoints ambitieux. L'ouverture d'un bureau en Auvergne-Rhône-Alpes, en 2022, illustre cette volonté d'ancrer durablement la présence sherbrookoise en France.

Parmi les réalisations marquantes figure la fondation du Quantum Frontiers Lab, un laboratoire de recherche international issu de plusieurs décennies de collaborations bilatérales. L'UdeS a également contribué au lancement d'un Centre de recherche international associé au Centre national de la recherche scientifique, consolidant ainsi son intégration au sein des réseaux scientifiques français.

Pierre Cossette a accueilli cette nomination avec surprise et gratitude, rappelant que l'Université constitue avant tout une œuvre collective. Selon lui, les réussites observées reposent sur la confiance mutuelle, une vision partagée et un engagement soutenu de part et d'autre de l'Atlantique. Il a tenu à exprimer sa reconnaissance envers les nombreuses personnes qui ont contribué à bâtir ces relations et à donner un nouvel élan aux collaborations franco-québécoises.

Jean Goulet : un engagement de près de 50 ans

Figure marquante de l'Université de Sherbrooke, Jean Goulet s'est distingué par près d'un demi-siècle d'engagement au service de l'enseignement supérieur. Professeur, directeur de département, doyen, vice-recteur aux ressources humaines et président du syndicat des professeurs et professeurs, il a occupé plusieurs fonctions clés tout au long de sa carrière. Sa pédagogie centrée sur l'individu et son dévouement à la réussite étudiante ont marqué des générations, alors qu'il a formé environ 8000 étudiantes et étudiants.

Lauréat de la première Grande distinction en enseignement universitaire de l'UdeS en 2010 et proclamé professeur émérite en sciences en

2023, il a également contribué à des initiatives scientifiques en France, au Maroc et au Liban. Son engagement envers la francophonie scientifique s'est traduit par une participation active à l'ACFAS et par des collaborations internationales visant à renforcer l'usage du français dans les milieux de recherche.

Quatre ans après sa retraite, il accueille cette reconnaissance avec une émotion particulière. Il voit dans cette distinction la confirmation que le travail accompli, parfois dans l'ombre, participe néanmoins au rayonnement collectif de l'institution. Pour lui, faire la science en français signifie soutenir concrètement la vitalité de la francophonie et transmettre aux générations futures la confiance nécessaire pour poursuivre leurs travaux dans leur langue.

Un positionnement renforcé dans l'espace francophone

L'attribution simultanée de ces trois Palmes académiques propulse l'Université de Sherbrooke au premier plan de l'espace francophone international. Elle démontre au gouvernement français la solidité et la maturité des collaborations déjà en place, tout en consolidant la crédibilité de l'UdeS auprès de ses partenaires.

Au-delà de l'honneur symbolique, cette triple nomination confirme la pertinence d'une stratégie axée sur l'ouverture, la coopération et la valorisation du français comme langue de savoir. Elle rappelle que l'Université de Sherbrooke ne se limite pas à un ancrage régional fort, mais qu'elle participe activement aux grands réseaux scientifiques mondiaux où la francophonie occupe une place centrale.

En célébrant ces trois parcours d'exception, la France reconnaît ainsi l'excellence individuelle, mais aussi la force d'une institution qui a fait du partenariat et de la langue française des leviers de développement et de rayonnement.



Le recteur de l'UdeS, Jean-Pierre Perreault, ainsi que Pierre Cossette et Jean Goulet, ont reçu les insignes de chevalier de l'Ordre des Palmes académiques lors d'une cérémonie tenue à l'Université de Sherbrooke le 5 février, en présence du consul général de France à Québec, Éric Lamouroux.

CRÉDIT : MICHEL CARON UDES

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : LE MEILLEUR AMI OU LE PIRE ENNEMI DES PERSONNES ÉTUDIANTES?

Depuis l'avènement de l'intelligence artificielle générative (IAG), notamment avec l'arrivée de ChatGPT, les personnes étudiantes des quatre coins du monde se questionnent. Cet outil peut-il réellement les aider à mieux réussir leurs études ? Comment l'utiliser adéquatement ? Et surtout, devrait-on l'utiliser ou s'en méfier ?

Salma Labiede
Journaliste

L'intelligence artificielle générative ChatGPT a été lancée le 30 novembre 2022. En l'espace de quelques jours, l'application a fait le tour des médias, suscitant autant l'enthousiasme que la méfiance. Tandis que certaines personnes y voyaient une révolution technologique prometteuse, d'autres, notamment dans le milieu de l'enseignement, craignaient ses impacts sur l'apprentissage et l'intégrité académique. Selon l'Institut Reuters, « 12 % des personnes de moins de 35 ans utilisent des robots conversationnels comme ChatGPT chaque semaine pour s'informer », ce qui démontre l'ampleur rapide de son adoption.

Le défaut de l'intelligence artificielle : le phénomène de l'hallucination

Lorsqu'une question est posée à un outil d'intelligence artificielle, celui-ci ne répond pas comme un être humain. Contrairement à une personne qui peut admettre ne pas connaître la réponse, l'IAG est programmée pour fournir une réponse à tout prix. Elle peut donc générer des informations erronées ou inventées, un phénomène appelé hallucination. Cette limite représente un enjeu majeur pour les

personnes étudiantes, puisqu'une réponse générée par l'intelligence artificielle ne doit jamais être prise pour acquise sans être vérifiée à l'aide de sources fiables.

Je pense donc tu écris

Avec la venue de l'intelligence artificielle générative, la fameuse expression de Descartes « Je pense, donc je suis » laisse place à une nouvelle réalité : « Je pense, donc tu écris ». Avant 2022, les personnes étudiantes réfléchissaient à chaque mot qu'elles écrivaient elles-mêmes. Dorénavant, celles qui utilisent fréquemment l'intelligence artificielle perdent peu à peu leurs repères lorsque vient le temps d'écrire leurs idées. À la place, les étudiantes et les étudiants réfléchissent à une idée qui leur plaît et font écrire à l'intelligence artificielle le fruit de leur pensée. Ainsi, plusieurs membres de la communauté étudiante ne prennent plus la peine d'écrire seuls et perdent cette capacité au fil du temps. À force de recourir abusivement à l'intelligence artificielle, certaines personnes en deviennent donc dépendantes, ce qui peut réduire leur autonomie intellectuelle.

Comment utiliser sciemment l'intelligence artificielle?

Si à chaque travail, vous avez le syndrome de la page blanche, l'intelligence artificielle peut vous aider à trouver des idées ou à organiser les bribes d'idées ou d'informations

que vous avez. Si en classe, un concept semble compliqué, cet outil peut vous aider à démystifier le tout et vous le réexpliquez autant de fois que voulu avec des mots plus simples. Lorsque la correction d'erreurs n'est pas votre tasse de thé, l'intelligence artificielle sera à vos côtés pour vous corriger. Elle peut générer plusieurs questions si vous lui donnez vos notes de cours pour vous aider à réviser vos cours et à maîtriser ceux-ci.

L'intelligence artificielle, un outil de choix, mais attention au plagiat!

Selon Radio-Canada, seulement 1 % des étudiants universitaires n'auraient jamais utilisé l'intelligence artificielle. Face à cette réalité, le corps enseignant a dû s'adapter. Plusieurs établissements autorisent désormais une utilisation balisée de l'IAG dans les travaux scolaires, à condition qu'elle soit clairement déclarée. Il est souvent exigé de préciser le contexte d'utilisation, de citer l'outil employé et parfois même de joindre des captures d'écran des échanges. L'absence de transparence peut être considérée comme une forme de plagiat, même si l'utilisation de l'intelligence artificielle est permise.

L'effet boomerang de l'intelligence artificielle

Une utilisation abusive ou dissimulée de l'intelligence artificielle peut se retourner contre les personnes étudiantes.

Les établissements scolaires disposent désormais de logiciels de détection, tels que Compilatio, qui tentent d'identifier les textes générés par l'IAG. Toutefois, ces outils ne sont pas infaillibles et peuvent produire des faux positifs, exposant injustement certains étudiants à des enquêtes ou à des sanctions disciplinaires. Cette situation renforce un climat de méfiance et souligne l'importance de la transparence, tant du côté des personnes membres de la communauté étudiante que du corps enseignant.

Difficile de trancher

La position à adopter envers l'intelligence artificielle demeure nuancée. En effet, elle n'est ni une ennemie ni une sauveuse, mais un outil qui doit être utilisé dans le respect de l'intégrité, de l'éthique, de la transparence et de l'équilibre. Lorsqu'elle est bien utilisée, elle peut enrichir les connaissances, approfondir les recherches et permettre d'économiser du temps. À l'inverse, une mauvaise utilisation peut entraîner des sanctions disciplinaires et engendrer des erreurs.



L'intelligence artificielle doit être utilisée dans la transparence et l'équilibre, mais s'avère être un outil d'enrichissement pertinent.

SOURCE : AEFO

CRISES MULTIPLES ET SANTÉ MENTALE : UN SIGNAL D'ALARME CHEZ LES JEUNES

Entre pandémie, changements climatiques et tensions sociales, la santé psychologique de la population québécoise est mise à rude épreuve. Une récente enquête menée par des chercheurs et chercheuses de l'Université de Sherbrooke révèle toutefois une réalité particulièrement préoccupante : ce sont les jeunes adultes qui paient le plus lourd tribut à ce contexte de crises multiples.

Frédérique Maysenhoelder
Cheffe de pupitre Campus

Diffusés en décembre 2025, les résultats s'inscrivent dans le cadre du projet de recherche *Le triple nexus « changements climatiques – migration – santé publique »*, dirigé par le professeur Gabriel Blouin-Genest (Faculté des lettres et sciences humaines) et la professeure Mélissa Gagnéux (Faculté de médecine et des sciences de la santé). Cette nouvelle enquête reprend plusieurs indicateurs d'une première étude réalisée en 2021, permettant de comparer l'évolution de la santé mentale et de la cohésion sociale au Québec, notamment en Estrie et en Montérégie.

Une détérioration marquée chez les 18 à 29 ans

Si l'état de santé psychologique demeure relativement stable chez l'ensemble de la population adulte, une détérioration marquée est observée chez les 18 à 29 ans. Les symptômes anxieux sont passés de 21 % à 31 % entre 2021 et 2025, tandis que les symptômes dépressifs ont augmenté de 23 % à 30 %. Mais c'est surtout la progression du sentiment de solitude qui frappe. En quatre ans, il est passé de 41 % à 58 % chez les

jeunes adultes, ce qui signifie qu'environ six jeunes sur dix se sentent actuellement seuls.

Cette solitude s'accompagne d'une baisse du sentiment de cohérence, soit l'impression que la vie est compréhensible, gérable et porteuse de sens. En 2025, seulement 20 % des jeunes adultes présentent un niveau élevé de cohérence, contre 27 % en 2021. Cette proportion est désormais deux fois moindre que celle observée chez les adultes plus âgés. Pour la professeure Mélissa Gagnéux, ces données traduisent un malaise générationnel profond, alimenté par les bouleversements sociaux et climatiques qui rendent plus difficile la construction de repères stables.

Polarisation politique et perte de confiance envers les institutions

L'enquête met également en lumière une polarisation politique accrue, particulièrement chez les jeunes adultes. Entre 2021 et 2025, la proportion de jeunes se positionnant à gauche de l'échelle politique est passée de 13 % à 20 %, tandis que ceux se situant à droite sont passés de 5 % à 9 %. Cette polarisation s'accompagne d'une chute marquée de la confiance envers les gouvernements. Alors que 10,8 % des personnes sondées déclaraient un faible niveau de confiance

en 2021, cette proportion atteint 22,1 % en 2025. À l'inverse, les niveaux de confiance élevés ont fortement diminué.

Des leviers collectifs pour soutenir le mieux-être des jeunes

Face à ces constats, les personnes chercheuses insistent sur l'importance de renforcer les facteurs de protection. Recréer des liens sociaux et intergénérationnels, favoriser

l'accès à la culture et à la nature, encourager le dialogue social et soutenir les compétences socioémotionnelles figurent parmi les pistes proposées. Ils rappellent également que la santé mentale des jeunes ne peut être abordée uniquement sous l'angle clinique. L'accès à un logement stable, à une alimentation adéquate et à des environnements sécuritaires demeure essentiel pour alléger la charge mentale des nouvelles générations.



Entre crises sanitaires, climatiques et sociales, la santé mentale des jeunes de 18 à 29 ans s'est détériorée dans les dernières années.

CYBERSÉCURITÉ

UN POINT DE NON-RETOUR POUR LA CYBERSÉCURITÉ

À l'heure où les avancées en informatique quantique s'accroissent, l'Université de Sherbrooke se positionne à l'avant-garde d'un virage technologique majeur. Le Pôle d'expertises en cybersécurité Intact entend préparer les organisations à un bouleversement annoncé : la fin de l'efficacité des systèmes cryptographiques actuels.

Frédérique Maysenhoelder
Cheffe de pupitre Campus

L'informatique quantique n'appartient plus à la science-fiction. Si les ordinateurs classiques dominent toujours notre quotidien, les percées en calcul quantique laissent entrevoir un avenir où certaines barrières mathématiques, aujourd'hui considérées comme infranchissables, pourraient tomber.

Le professeur Marc Frappier, directeur scientifique du Pôle d'expertises en cybersécurité Intact et titulaire d'une chaire de recherche en cybersécurité post-quantique, s'intéresse précisément à cette transition. Son objectif : aider les entreprises à faire face aux défis de sécurité posés par l'arrivée des ordinateurs quantiques.

Actuellement, la sécurité des communications numériques repose sur des systèmes de chiffrement à clés publiques et privées. Lorsqu'une personne envoie un message, elle utilise la clé publique du destinataire pour le chiffrer, et seule la clé privée correspondante permet de le déchiffrer. Ce mécanisme protège les échanges, tant que les problèmes mathématiques sous-jacents demeurent difficiles à résoudre.

Or, les ordinateurs quantiques pourraient résoudre ces problèmes en un temps

record. Résultat : la confidentialité des communications, des transactions bancaires et des signatures numériques serait compromise.

Repenser les fondations de la cryptographie

Face à cette menace, la cybersécurité post-quantique propose de nouveaux algorithmes capables de résister aux attaques quantiques. Mais leur développement ne constitue qu'une première étape.

Encore faut-il que ces nouveaux systèmes soient « crypto-agiles ». Autrement dit, ils doivent pouvoir être modifiés rapidement en cas de faille, sans nécessiter une refonte complète des infrastructures. Le professeur Frappier compare cette exigence à la conception d'une voiture : si une pièce est défectueuse, elle doit pouvoir être remplacée sans immobiliser tout le véhicule.

Un autre défi majeur concerne la longueur des clés cryptographiques. Les solutions post-quantiques exigent des clés beaucoup plus volumineuses, ce qui alourdit les échanges de données et complexifie leur gestion. Plusieurs appareils actuels ne sont pas conçus pour supporter ces nouvelles exigences. À terme, certaines organisations devront donc remplacer une partie de leurs équipements technologiques. La transition ne sera ni simple ni rapide.

Les entreprises sont-elles prêtes?

Selon les échéanciers du gouvernement canadien, la migration des systèmes critiques vers des solutions post-quantiques devrait être complétée d'ici 2031. Cette date marque un véritable point de non-retour.

Pourtant, les travaux du Quantum-Readiness Working Group, auquel participe le Pr Frappier, révèlent que peu d'entreprises ont amorcé une réflexion approfondie sur le sujet. Un sondage mené auprès d'organisations montre que la préparation demeure embryonnaire.

La démarche recommandée comprend un inventaire cryptographique — afin d'identifier où et comment le chiffrement est utilisé —, une évaluation des risques pour chaque composante informatique et une planification progressive de la migration. Ce processus est long et coûteux, mais les risques liés à l'inaction sont considérables : divulgation de données sensibles, fraudes, pertes financières et atteintes à la réputation.

Fort de son expérience en industrie, le professeur Frappier insiste sur l'importance de collaborer étroitement avec les organisations. Comprendre leurs contraintes et leurs réalités opérationnelles est essentiel pour assurer une transition efficace.

L'arrivée des ordinateurs quantiques transformera des secteurs clés comme la finance, la logistique, le transport et la pharmaceutique. Si l'ordinateur classique continuera d'occuper une place centrale, la convergence entre informatique classique et quantique est inévitable.



Le professeur Marc Frappier, directeur scientifique du Pôle d'expertises en cybersécurité Intact, travaille à préparer les organisations à la transition vers la cybersécurité post-quantique.

ALIMENTATION

MANGER SAINEMENT À PETIT PRIX À SHERBROOKE, POSSIBLE MALGRÉ L'INFLATION

L'inflation oblige autant les personnes étudiantes que les familles et les personnes seules à chercher des moyens d'économiser sur leur facture d'épicerie, sans pour autant sacrifier leur santé. Comment manger équilibré à petit prix ?

Salma Labiede
Journaliste

C'est possible de bien se nourrir sans se tourner vers des aliments ultra-transformés ni exploser son budget. Avec les bonnes ressources et un peu de planification, il est même possible d'économiser.

Les applications anti-gaspillage qui permettent d'économiser

Flashfood est une application canadienne qui lutte contre le gaspillage alimentaire en vendant les invendus de Maxi et Provigo, souvent proches de la date de péremption. Les rabais peuvent dépasser 50 % grâce à une tarification dynamique, c'est-à-dire que le prix diminue lorsqu'il y a moins de demande pour le produit. Les meilleurs moments pour repérer de nouvelles offres sont souvent après les heures d'ouverture des marchés d'alimentation. L'un des avantages de cette application est qu'il est possible de voir exactement ce que l'on achète. On peut donc choisir des aliments que l'on aime et planifier ses repas en conséquence.

Too Good To Go est une application présente dans plusieurs pays et qui gagne à être connue. Elle vend des invendus provenant de marchés d'alimentation, de boulangeries, de boucheries et d'autres commerces. Le principe est simple : acheter un panier surprise à environ 33 % de sa valeur originale. L'économie est intéressante, mais le concept est plus hasardeux que Flashfood, puisque le contenu du panier demeure inconnu jusqu'au moment de la récupération. Cette option peut être moins avantageuse pour les personnes ayant des allergies, des intolérances alimentaires ou des préférences particulières.

L'application Reebie permet de consulter l'ensemble des circulaires hebdomadaires des grandes chaînes d'alimentation comme IGA, Metro, Super C et bien d'autres. Elle met en valeur les aubaines et leur durée. Grâce à sa fonction de recherche, il est aussi possible de comparer les prix d'un même aliment. Bonne nouvelle : il n'est pas nécessaire de courir toutes les épiceries pour profiter des meilleurs prix. Les succursales de Maxi permettent notamment d'égaliser les prix des concurrents. Il suffit de présenter à la caisse la circulaire d'un autre commerce pour un produit identique afin de bénéficier du même rabais.

Des activités qui permettent de réseauter et de manger

La cuisine communautaire de l'organisme Le Blé d'or organise des activités avec une contribution symbolique. Ces ateliers permettent d'obtenir des repas nourrissants pour la semaine tout en socialisant. En petits groupes de quatre à six personnes, les participants choisissent ensemble les recettes qu'ils souhaitent cuisiner en tenant compte des coûts afin de respecter le budget de chacun. Cette formule permet de sortir de sa routine, d'apprendre de nouvelles recettes et de partager un moment convivial.

Les banques alimentaires

Il est possible de compléter son épicerie grâce aux banques alimentaires si l'on est admissible. Plusieurs ressources existent dans la région de Sherbrooke et offrent des denrées gratuitement ou moyennant une contribution symbolique, souvent de moins de 10 \$. Moisson Estrie, organisme à but non lucratif, permet de compléter son épicerie pour les personnes en situation de vulnérabilité.

La Fondation Rock Guertin offre également de l'aide alimentaire, sur référence d'un intervenant social, par exemple du CLSC.

D'autres organismes proposent des repas à faible coût. La Chaudronnée offre des déjeuners et des dîners à prix modique, environ 2 \$ pour la journée. L'Armée du Salut propose un service de soupe populaire et des repas à environ 1 \$. La Grande Table offre des repas à 1 \$ ou 2,75 \$, selon la preuve de revenu fournie par la personne.

Des épiceries à petit prix

Sherbrooke compte également plusieurs commerces spécialisés dans la vente de produits alimentaires à bas prix. On retrouve notamment G-Économise, Escomptes BG ainsi que le nouveau magasin Ami des économies. Ces commerces proposent des produits à prix concurrentiels et représentent une alternative intéressante pour réduire sa facture d'épicerie.

Acheter seulement selon ses besoins

Il peut être tentant d'acheter en grande quantité en pensant faire des économies. Pourtant, avant de remplir son panier, il est important de se demander si l'on a réellement besoin de ces quantités. Avez-vous vraiment besoin de 10 kilogrammes de farine ? Si vous cuisinez rarement, 100 grammes pourraient suffire. Dans ce cas, acheter en vrac devient une option intéressante. Cela permet non seulement de payer uniquement pour la quantité nécessaire, mais aussi de réduire le gaspillage alimentaire et son empreinte carbone. Acheter selon ses besoins réels évite de jeter des aliments périmés et protège à la fois le portefeuille et l'environnement.

Regarder les prix... vraiment

Cela semble évident, mais pour économiser, il faut comparer les prix attentivement. Et attention : le prix affiché sur l'étiquette ne dit pas tout. Prenons l'exemple de deux paquets de fromage, l'un à 5 \$ et l'autre à 7 \$. À première vue, celui à 5 \$ semble être le meilleur choix. Pourtant, la véritable comparaison se fait avec le prix au 100 grammes. Si le fromage à 7 \$ coûte 0,60 \$ le 100 g, tandis que celui à 5 \$ revient à 2 \$ le 100 g, le produit le plus cher à l'unité devient finalement le plus économique. Vérifier le prix au poids permet d'éviter les fausses aubaines et d'en avoir davantage pour son argent.

Acheter les aliments de saison

Choisir des fruits et légumes de saison est une autre stratégie gagnante. Les produits de saison sont généralement plus frais, plus savoureux et surtout moins coûteux que ceux importés hors saison. Par exemple, les fraises locales en été coûteront beaucoup moins cher que celles offertes en plein hiver. En adaptant son menu aux récoltes saisonnières, il est possible de manger sainement tout en respectant son budget.

Attention aux taxes

Comprendre le fonctionnement des taxes peut aussi faire une différence sur la facture finale. Au Québec, la majorité des aliments de base comme les fruits, les légumes, les produits laitiers, la viande et les céréales ne sont pas taxés. Cependant, certaines exceptions s'appliquent. Par exemple, un paquet de six produits de boulangerie identiques n'est généralement pas taxé, tandis que cinq unités ou moins peuvent l'être. Les produits transformés, préemballés ou prêts-à-manger sont souvent soumis aux taxes.

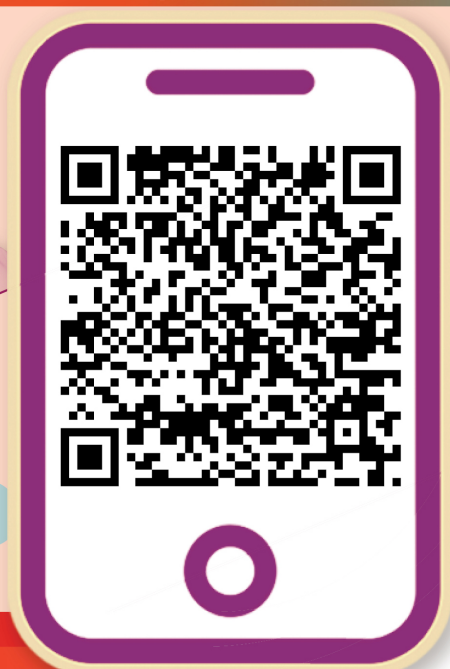


Plusieurs astuces existent afin de manger sainement tout en économisant.

SOURCE : ÉQUILIBRE 2

28^e édition

INSCRIPTION 2026

VISITEZ NOTRE SITE WWW.FORCESAVENIR.COM
114 000\$
EN BOURSES

80 000\$
EN FINANCEMENTS
DE PROJETS

INSCRIVEZ-VOUS
avant le **31 mars 2026**

Tous les lundis, le Centre de recherche interuniversitaire sur le français en usage au Québec (CRIFUQ), en collaboration avec le dictionnaire *Usito*, présente un mot afin d'en faire découvrir l'origine, les particularités, l'utilisation dans certains contextes et bien plus encore! Le mot de la semaine est aussi disponible sur les réseaux sociaux du CRIFUQ ([Facebook](#), [LinkedIn](#) et [Bluesky](#)).

Mot de la semaine

ski alpin

Devenu olympique en 1936, le ski alpin figure parmi les épreuves les plus emblématiques des Jeux olympiques. Ce sport, pratiqué sur des pistes en pente raide, comprend différentes disciplines, dont la plus ancienne est la descente, souvent considérée comme l'épreuve reine des Jeux d'hiver. En Europe, le ski alpin est aussi connu sous le nom de *ski de piste*.

L'utilisation du mot *ski* pour nommer différents types de sport (à côté du ski alpin, il y a aussi le saut à ski, le ski acrobatique, le ski de fond ou le ski-alpinisme) est un emploi métonymique. Le mot désigne en effet à l'origine la lame fixée sous le pied pour glisser sur la neige. On observe un phénomène similaire pour *patin*, mot qui désigne aussi bien la chaussure avec lame que le sport pratiqué avec ce type d'équipement.

Et le mot *ski* lui-même? Il nous vient du norvégien. S'il est apparu en français dès les années 1840, le mot *ski* s'est fait concurrencer pendant un certain temps par les expressions *patin à neige* ou *patin norvégien*. Il a fini par remplacer ces mots pour désigner les longues lames de bois qui permettent de glisser sur la neige vers la fin du 19^e siècle.

À l'épreuve des bosses, Mikaël Kingsbury s'est illustré, devenant le premier athlète à remporter quatre médailles olympiques en ski acrobatique. Comment nomme-t-on un skieur de bosses? La réponse dans *Usito*... Indice: ce titre convient très bien à celui qui est aussi détenteur de 100 victoires en Coupe du monde!

Laboratoire
LexiQcorpus

NICOLAS ZEMMOUR : ENTRE PHILOSOPHIE ET DANSE

Une série de représentations signée ZemmourBallet se tiendra au Théâtre Le Grand-Espace, qui vous invite dès le 16 février à une soirée unique consacrée à l'improvisation chorégraphique. Par la suite, du 17 au 20 février, le public pourra découvrir *Les évadé.e.s de la moraline*, une pièce emblématique du répertoire de la compagnie.

Elizabeth Gagné
Cheffe de pupitre *Culture*

Fondé à Sherbrooke en 2020, ZemmourBallet s’est fait connaître à travers la région et le Québec durant la pandémie. Alors que de nombreuses compagnies de danse vivaient dans l’incertitude, Nicolas Zemmour a réussi à se démarquer grâce à son originalité. Marseillais d’origine, Nicolas a connu une grande carrière d’interprète en Europe. Il a parcouru le monde à plusieurs reprises avec de grandes compagnies de danse. Durant sa carrière, il a toujours travaillé en parallèle avec son père, aujourd’hui dramaturge de la compagnie.

« Il est dramaturge, donc il met la philosophie au cœur des œuvres. Au fur et à mesure que je pratiquais la danse et que la philosophie m’accompagnait, la création est arrivée inévitablement », explique-t-il.

Sentant le désir de créer grandir en lui, Nicolas élabore sa première chorégraphie en 2013 à Marseille. Plus tard, en 2017, il obtient une collaboration internationale avec le Grand Théâtre du Luxembourg et le Ballet national de Marseille, ce qui lui permet de se lancer pleinement dans une carrière chorégraphique.

De la France à Sherbrooke : une migration déterminante

Une migration familiale importante a ensuite mené Nicolas de la France vers le Québec. Il a d’abord tenté de s’installer au Nouveau-Brunswick, puis à Montréal, mais le milieu y était très saturé, précise-t-il.

« Il y avait très peu de place pour les étrangers. C’est une réalité à laquelle j’ai dû

faire face, et en plus, ça coûtait très cher. »

Par chance, son frère, qui travaille à l’Université de Sherbrooke au CHUS, l’invite chez lui. C’est ainsi que Nicolas découvre Sherbrooke. Sous la recommandation de son frère, il frappe à la porte du Centre des arts de la scène Jean-Besré (CASJB). Il y est accueilli par Caroline Ferland, directrice du développement et des opérations, ainsi que par Simon Vincent, directeur technique. « Ce fut l’apothéose! »

Nicolas s’inscrit alors à la résidence annuelle offerte par le CASJB. Durant cette année très productive, malgré la COVID-19, il réussit à réaliser plusieurs projets, dont la création de sa propre compagnie de danse.

« Mon rêve a toujours été de créer une compagnie “grand public”. À Sherbrooke, il y avait vraiment un manque que je suis venu combler. Je suis très heureux de l’accueil que la ville m’a réservé; c’est vraiment un rêve éveillé. »

Cette résidence annuelle s’est finalement transformée en résidence permanente, un projet rempli de défis, mais passionnant, souligne-t-il.

Un festival novateur en pleine pandémie

L’Université de Sherbrooke a également joué un rôle dans le lancement de son premier festival. À la fin août 2020, en pleine pandémie, s’est tenu le Festival de danse servi au volant, organisé à l’Université en partenariat avec le Centre culturel et la radio universitaire CFAK.

Avec l’accord de la santé publique, Nicolas a réussi à réunir plus de 24 artistes sur scène

pendant huit soirées. Le concept était simple, explique-t-il, mais novateur. Les voitures se stationnaient en deux arcs de cercle dans le stationnement du Centre culturel pour assister au spectacle, tout en écoutant la bande sonore à la radio. Chaque voiture possédait un numéro et participait à l’éclairage en suivant les indications de CFAK.

« C’était génial, et c’est cet événement qui a fait connaître la compagnie et qui l’a lancée », souligne Nicolas.

Transmettre la danse aux nouvelles générations

Nicolas nourrit également une passion pour la transmission artistique. Il a enseigné pendant plus de cinq ans dans des cégeps et durant trois ans à l’Université Bishop’s. Aujourd’hui, il offre des cours gratuits tous les matins afin de permettre aux gens de s’entraîner à la danse.

Selon lui, l’objectif est de se développer collectivement et de rendre la danse accessible à tous. Cette vision constitue d’ailleurs la devise de la compagnie.

« Nous voulons que nos projets soient accessibles financièrement, inclusifs et communautaires. Chaque création doit être accessible, intègre et excellente. Ce sont nos trois critères. »

Impro danse : la création en direct

Parmi ses projets récents, Impro danse est un concept inspiré d’une soirée d’improvisation théâtrale à laquelle Nicolas avait assisté au Boq. Impressionné par cette forme d’expression qu’il ne connaissait pas en Europe, il a décidé d’adapter l’idée à la danse.

Après réflexion, il a créé les soirées Impro danse, en retirant l’aspect compétitif

pour privilégier l’art et la création. Il a également fondé l’Académie populaire de l’art, une discussion de 45 minutes avec le dramaturge de la compagnie sur le thème de la soirée présentée.

Pour la soirée du 16 février, la thématique abordée sera le sourire, l’humour et l’art. Dès 19 h, Nicolas Zemmour animera la soirée et échangera avec le public afin d’explorer les concepts et la sémantique liés au thème. Accompagnés de musiciens, de techniciens et d’artistes invités, tous participeront à la création du spectacle en direct, offrant au public une expérience immersive qui donne l’impression d’être en coulisses.

Les évadé.e.s de la moraline : une réflexion philosophique sur la société

Du 17 au 20 février, *Les évadé.e.s de la moraline* proposera une œuvre suscitant une réflexion profonde. Le concept de « moraline » a été inventé par le philosophe Friedrich Nietzsche en 1888. Le terme fusionne « morale » et le suffixe « -ine », évoquant une substance pharmaceutique, pour suggérer un produit qui corrompt ou engourdit.

« Comme si la moraline était une drogue que tout le monde devrait ingérer pour que la société soit cohérente et bonne pour tous. Le spectacle parle de l’émancipation et de la liberté. Il aborde aussi notre société, qui enferme l’être humain dans des cases et refuse sa complexité. Toute l’œuvre explore la profondeur et l’épaisseur de notre ontologie », précise Nicolas.

Tous les spectacles débutent à 19 h. En amont de chaque représentation, l’Académie populaire de l’art accueillera le public à 18 h, offrant un espace de rencontre, de réflexion et de partage autour des arts vivants.



Nicolas Zemmour a remporté le prix de l’artiste de l’année en Estrie en 2025.

SOURCE : ASHBEY.FR

UNE VISITE DU SOLISTE ITALIEN BENEDETTO LUPO À SHERBROOKE

Le 22 février prochain, le Centre culturel de l'Université de Sherbrooke accueillera le pianiste de renommée internationale Benedetto Lupo. Accompagné de l'Orchestre symphonique de Sherbrooke (OSS), dirigé par le chef Jean-Michel Malouf, l'artiste se produira dans le cadre des Grands concerts BMO lors de la présentation de Concerti Di Ravel.

Elizabeth Gagné
Cheffe de pupitre *Culture*

Venu spécialement d'Italie, le soliste interprétera les deux concertos pour piano de Maurice Ravel. En seconde partie de programme, l'OSS présentera la lumineuse Symphonie no 2 de Jean Sibelius.

L'OSS est honoré de recevoir un artiste dont la réputation internationale est solidement établie. Benedetto Lupo s'est fait connaître à l'échelle mondiale en 1989 en devenant le premier Italien à remporter une médaille au prestigieux Concours international Van-Cliburn. Depuis, il mène une brillante carrière qui l'amène à se produire régulièrement dans les grandes salles et festivals du monde entier. Sa présence à Sherbrooke, pour une seule représentation, constitue donc un événement exceptionnel. Sa dernière visite au Québec remonte à octobre 2024.

Aujourd'hui nommé Accademico di Santa Cecilia, l'une des plus hautes distinctions artistiques en Italie, il enseigne également à l'Académie, où il contribue à former la relève pianistique tout en poursuivant sa carrière internationale.

Une première partie unique
Lors de ce concert, le pianiste interprétera les deux concertos composés simultanément par Maurice Ravel : le Concerto pour piano en sol majeur, suivi du Concerto pour la main gauche, œuvre commandée par Paul Wittgenstein, pianiste ayant perdu son bras droit à la suite d'une blessure de guerre. Encore aujourd'hui, cette pièce est interprétée avec une seule main, ce qui en fait un défi technique et musical d'une virtuosité exceptionnelle.

« Dans ma vision artistique de la saison, je tenais à offrir un grand concerto pour piano au public de l'Estrie. Alors que les solistes interprètent généralement un seul concerto par concert, la générosité artistique de Benedetto Lupo a dépassé toutes nos attentes lorsqu'il a proposé d'interpréter non pas un, mais les deux concertos de Ravel. C'est une occasion exceptionnelle de découvrir ces deux œuvres réunies au sein d'un même concert, une proposition rarement entendue », souligne Jean-Michel Malouf, chef et directeur artistique.

Une seconde partie lumineuse
Considérée comme l'une des œuvres majeures de Jean Sibelius, la Symphonie no

2 est souvent associée à l'éveil du sentiment national finlandais au début du 20e siècle, bien que le compositeur ait toujours rejeté toute lecture politique de ses symphonies. Composée en Italie, loin des paysages nordiques qu'elle évoque, elle est également la plus longue des sept symphonies de Sibelius. Portée par une grande intensité expressive, l'œuvre culmine dans une finale lumineuse et triomphante, devenue l'un des moments les plus marquants du répertoire symphonique. Elle offre au public une plongée dans toute la richesse de l'univers musical du compositeur.

Conférence préconcert à 14h au Foyer Orford du Centre culturel
Le musicologue Louis Brouillette proposera une conférence permettant d'explorer la façon dont Ravel fusionne différents styles musicaux dans ses deux concertos pour piano. Bien que contrastées, ces œuvres, composées simultanément, présentent plusieurs points communs et intègrent notamment des influences espagnoles et jazz. L'activité est gratuite pour les détenteurs de billets du concert.



La présence de Benedetto Lupo à Sherbrooke, pour une seule représentation, est unique.

SOURCE : OSS

HISTOIRE

LE MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIR.E.S : ENTRE FESTIVITÉS ET MÉMOIRE

Le mois de février est consacré au Mois de l'histoire des Noir.e.s. Durant cette période, l'histoire des personnes noires est mise à l'honneur, nous rappelant leur parcours marqué par la résilience. De nombreuses activités, commémorations et hommages sont organisés afin de souligner leurs contributions et de préserver la mémoire collective.

Salma Labiede
Journaliste

Cette commémoration a vu le jour aux États-Unis en 1926, à l'initiative de l'historien Carter G. Woodson. À l'origine, il s'agissait de la Semaine de l'histoire des Noirs, qui est devenue le Mois de l'histoire des Noirs en 1976. Au Canada, l'année 2026 marque la 30^e édition du Mois de l'histoire des Noir.e.s, selon Radio-Canada.

L'apport du gouvernement du Canada dans la reconnaissance du Mois de l'histoire des Noir.e.s
Par le financement d'organismes communautaires et l'adoption de mesures législatives, les gouvernements contribuent activement à la reconnaissance officielle du Mois de l'histoire des Noir.e.s. Le 23 novembre 2006, l'Assemblée nationale du Québec a adopté une loi faisant du mois de février le Mois de l'histoire des Noirs, entrée en vigueur le 1er février 2007.

Par ailleurs, le gouvernement fédéral investit chaque année des centaines de milliers de dollars afin de soutenir les activités et festivités soulignant l'histoire et la diversité des communautés noires. Selon Radio-Canada, un financement de 280 000 \$ a notamment été accordé à neuf projets provinciaux.

Sélection de personnalités noires au Canada et à l'international
La Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS) a dressé une liste non exhaustive de personnalités issues des communautés noires, tant au Canada qu'à l'international.

Dany Laferrière
Écrivain québécois issu de la diaspora haïtienne, Dany Laferrière est devenu en 2013 le premier Canadien et le premier Haïtien à siéger à l'Académie française. Il a été réélu en 2015. Son œuvre, reconnue à l'échelle nationale et internationale, a reçu plusieurs distinctions, dont le prix Médicis en 2009 pour *L'énigme du retour*.

Barack Obama
Barack Obama a été le premier président afro-américain des États-Unis, en fonction de 2009 à 2017. Au cours de ses deux mandats, il a mis en place divers programmes visant à réduire les inégalités sociales et à favoriser l'égalité des chances. En 2009, il a reçu le prix Nobel de la paix pour ses efforts en diplomatie internationale et en coopération mondiale.

Rosa Parks
En 1955, Rosa Parks a refusé de céder sa place à un passager blanc dans un autobus à Montgomery en Alabama, alors que le chauffeur le lui demandait. En principe, les quatre premiers rangs des bus de Montgomery étaient réservés aux passagers

blancs. Avec ce geste, elle a marqué l'histoire des personnes noires aux États-Unis.

Place aux festivités dans la région de l'Estrie
L'organisme à but non lucratif Black Estrie, fondé en 2020, [propose un calendrier varié d'activités pour célébrer le Mois de l'histoire des Noir.e.s](#), conformément à sa mission de « promouvoir la culture noire dans la région de l'Estrie ». Tout au long du mois de février, le public peut découvrir diverses formes d'expression culturelle, telles que l'art culinaire, l'art chorégraphique, l'art capillaire et l'art cinématographique.



Chaque année, février représente le Mois de l'histoire des Noir.e.s qui souligne le parcours des personnes noires à travers l'histoire.



SOURCE : LAW SOCIETY OF ONTARIO

LA MI-TEMPS LA PLUS POLITISÉE DE L'HISTOIRE DU SUPER BOWL

Que l'on connaisse ou pas Bad Bunny, qu'on aime sa musique ou pas, le spectacle de la mi-temps du Super Bowl du 8 février dernier en a surpris plusieurs par les références au peuple latino-américain, mais également par la portée politique et les dénonciations qu'il comportait.

Sarah Gendreau Simoneau
Rédactrice en chef

Une semaine plus tôt, aux prix Grammy, le Portoricain Bad Bunny avait fait un plaidoyer afin d'appeler à «mettre dehors» la police américaine de l'immigration (ICE).

Le choix de cet artiste, lui-même citoyen américain, puisque Porto Rico est sous juridiction américaine depuis 1898, pour la convoitée mi-temps du Super Bowl, était critiqué par la sphère MAGA, qui lui reproche de chanter en espagnol ainsi que ses prises de position qu'elle qualifie de «woke».

Rappelons que le président américain Donald Trump a fait des expulsions de migrants un axe central de sa politique. C'est ainsi que Bad Bunny a décidé que la tournée mondiale qu'il effectue depuis novembre ne passerait pas par les États-Unis pour protéger ses spectateurs de potentiels raids d'ICE.

Un spectacle acclamé

Sur les réseaux sociaux, après la performance de Bad Bunny, bon nombre de gens ont acclamé cette présence au Super Bowl, certes différente des précédentes mi-temps, qu'ils qualifiaient de «vent de fraîcheur», de «particulièrement touchante», de «dénonciatrice» et de «politique».

L'artiste de Porto Rico, le plus *streamé* au monde, n'a pas eu besoin de prononcer des slogans anti-MAGA, le simple fait d'avoir rendu hommage, pacifiquement,

au grand continent américain dans son ensemble a dû révolter le chef obscurantiste.

Des images fortes

Le spectacle de Bad Bunny était riche en symbolisme et en récits culturels, empreint d'images fortes.

En hommage à l'île, il a ouvert sa prestation en traversant des champs révélant des travailleurs agricoles, faisant ainsi un clin d'œil aux fermes sucrières et fruitières de Porto Rico et à l'héritage du travail agricole. Le chanteur est ensuite monté sur un poteau électrique, symbolisant les coupures de courant fréquentes à Porto Rico, dues à un réseau vétuste et à la vulnérabilité de l'île aux catastrophes naturelles. Il a interprété *El Apagón*, littéralement *La panne de courant*, qui dénonce la négligence et le mépris des gouvernements portoricain et américain envers l'île.

La caméra a ensuite effectué un panoramique sur un salon où une mère, un père et leur fils regardent l'enregistrement du discours de remerciement de Bad Bunny aux Grammy Awards. L'artiste remet ensuite le prix au jeune garçon, qui semble interpréter une version plus jeune de Bad Bunny et représente les générations futures d'immigrants. Certains y ont vu un petit clin d'œil à Liam Ramos, l'enfant de cinq ans qui avait été arrêté par des agents fédéraux, plusieurs pensant même qu'il s'agissait de lui, ce qui a été démenti. Il s'agissait plutôt d'un jeune comédien, Lincoln Fox.

Au cours de sa performance, Bad Bunny fait plusieurs références à Porto Rico. On y voit

Toñita, la propriétaire du Caribbean Social Club, pour qui il organise une levée de fonds afin qu'elle puisse continuer ses activités. Il montre aussi comment les enfants de la communauté latino-américaine dorment sur des chaises lors des fêtes. Il présente également différentes facettes de la vie quotidienne, comme les commerces portoricains de New York, avec leurs étals multicolores, ou encore l'emblématique La Casita rosa, des stands vendant des piragua (un dessert portoricain), de la coco frio (une boisson) et des tacos, sans oublier les champs de canne à sucre de l'île.

Des gens se sont véritablement mariés durant le spectacle. L'inclusion d'un mariage représentait l'amour dans une période de fortes divisions. Des célébrités latines comme Cardi B, Jessica Alba, Karol G, Young Miko et Pedro Pascal ont fait une apparition à la Casita de Bad Bunny. Lady Gaga a interprété une version salsa de *Die With a Smile*. Ricky Martin a également fait une apparition surprise, chantant devant une réplique de la pochette iconique de l'album *DeBí TiRAR Más FOTOS* de Bad Bunny. Il a d'ailleurs interprété *Lo Que Le Paso a Hawaii*, une chanson dénonçant l'embourgeoisement, le surtourisme et, surtout, le déplacement des populations locales, en établissant un parallèle avec l'histoire de la colonisation d'Hawaï.

Bad Bunny a conclu son spectacle en lançant un «God Bless America», puis en énumérant tous les pays d'Amérique du Nord, du Sud, centrale et latine, soulignant que le terme «Amérique» ne désigne pas uniquement les États-Unis. Tandis que des personnes brandissant des drapeaux de tous les pays des

Amériques défilaient aux côtés de l'artiste, un panneau d'affichage est apparu derrière eux, proclamant «*The only thing more powerful than hate is love*» (La seule chose plus puissante que la haine, c'est l'amour).

En somme, la performance de Bad Bunny a rendu hommage à la culture latine ainsi qu'à la fierté d'être ensemble dans un contexte politique turbulent. Il s'agissait du premier spectacle de la mi-temps du Super Bowl à proposer une prestation majoritairement en espagnol et Bad Bunny est le premier artiste solo latino-américain de langue espagnole à avoir été en tête d'affiche.

Donald Trump offusqué

Même si Donald Trump ne s'intéressait pas au spectacle de la mi-temps et n'était pas au Super Bowl vu l'artiste invité, il a tout de même commenté la performance de Bad Bunny en la qualifiant de «catastrophique» sur son réseau Truth Social.

«C'est absurde, une insulte à la grandeur de l'Amérique, et cela ne reflète en rien nos valeurs de réussite, de créativité et d'excellence.» Il en rajoute en mentionnant que «personne ne comprend un mot de ce que dit ce type» et en qualifiant la danse de «répugnante».

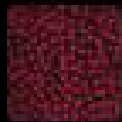
Il voit ce spectacle comme une «gifle» pour le pays. «Ce fiasco n'a rien d'inspirant, et il aura sans doute droit à d'excellentes critiques de la part des médias qui diffusent de fausses informations, car ils n'ont aucune idée de ce qui se passe dans le monde réel.»



CRÉDIT : DAVID TULIS

Bad Bunny a offert un spectacle de la mi-temps au Super Bowl sous le signe de l'amour et de l'acceptation dans un climat politique tendu aux États-Unis



- 1**  **Gab Bouchard**
ENCORE ENCORE
- 2**  **Marco Ema**
Soleil Mâché
- 3**  **Gabriel Desjardins**
Vendredi (feat. Lou-Adriane Cassidy)
- 4**  **Alphonse Bisailon**
Monsieur Quan
- 5**  **Marie Céleste**
LO
- 6**  **Zach Boileau**
Demain
- 7**  **Malaimé Soleil**
L'amour en sang
- 8**  **Nectar Palace**
Video TDA (feat. Virginie B)
- 9**  **Mort Rose**
Je sais pas (one shop cowboy)
- 10**  **oui merci**
Stable

VOS BONNES NOUVELLES ENVIRONNEMENTALES #33

La crise environnementale actuelle accentue l'écoanxiété générale. Plusieurs études ont démontré le lien entre la consommation abusive de mauvaises nouvelles et la dépression, le stress et l'anxiété, rapporte Radio-Canada.

Sarah Gendreau Simoneau
Rédactrice en chef
Frédérique Richard
Collaboratrice

Le Collectif a donc décidé de vous bombarder de quelques bonnes nouvelles concernant le climat, l'environnement et les innovations qui permettent la pérennité de notre chère planète.

Protéger les baleines empêtrées

L'empêchement et le piégeage dans les engins de pêche constituent des menaces majeures pour les cétacés. Le Canada a finalement dévoilé sa stratégie attendue pour protéger les baleines, quelques jours après la mort d'une baleine noire mâle de l'Atlantique Nord, connu sous le nom de Division, qui a succombé à ses blessures après plus d'un mois de souffrance.

Sa mort souligne l'urgence et la nécessité de la stratégie du gouvernement fédéral. La nouvelle stratégie du Canada, qui devait initialement être publiée il y a près d'un an, a été motivée par la vulnérabilité des baleines noires, mais l'empêchement est une menace majeure, au même titre que les collisions avec les navires, pour toutes les grandes baleines à fanons des côtes canadiennes, y compris les baleines à bosse, les petits rorquals, les baleines bleues et les rorquals communs.

La stratégie nationale 2026-2030 permettra



SOURCE : WWF

La nouvelle stratégie du Canada pour la protection des baleines a été motivée par la vulnérabilité des baleines.

notamment de déterminer les zones à risque élevé d'empêchement et de continuer à tester des engins de pêche sûrs. Il vise à développer une pêcherie plus durable qui pourra réduire la menace pesant sur les populations de baleines grâce à l'utilisation d'équipement innovant permettant de

réduire les menaces aux baleines, tels que des engins «sans corde». De cette façon, les pêcheurs commerciaux peuvent continuer à pêcher malgré la présence de baleines plutôt que d'être confrontés à des interdictions.

Déjà, des pêcheurs utilisent des engins sur demande, déployés dans les fonds marins sans ligne verticale dans laquelle la baleine pourrait s'empêtrer. Aucun financement n'accompagne cependant cette stratégie.

Des capteurs de données sur les engins des pêcheurs

Le ministère des Pêches et des Océans a engagé une entreprise qui posera des capteurs de données sur les engins de pêche, afin de mieux mesurer les conditions océanographiques.

Les enregistreurs de données sans-fil seront posés directement sur les casiers et les chaluts et transmettront des informations sur la température et la profondeur de l'eau. La surveillance des océans fournit des données essentielles pour comprendre l'état de santé de nos océans, détecter les changements et prévoir leur évolution future, selon Pêches et Océans Canada. Elle fournit des informations cruciales pour appuyer la prise de décisions qui vise à protéger les écosystèmes aquatiques, à assurer la stabilité économique et à garantir que les secteurs océaniques du Canada, les communautés côtières et les industries locales puissent continuer à prospérer.

Il s'agit d'un projet pilote de deux ans. La valeur estimée du contrat accordé par Ottawa est de 200 000 \$ à 500 000 \$ et pourrait être augmentée au besoin.

La taille du littoral canadien rend la tâche considérable. Avec des côtes longues de plus de 200 000 kilomètres, le Canada possède le plus long littoral au monde, reliant trois océans : Atlantique, Arctique et Pacifique.

C'est pourquoi l'aide des pêcheurs est cruciale. L'avantage d'utiliser les équipements des pêcheurs, c'est qu'ils sont en mer en permanence, et peuvent fournir un flux d'informations beaucoup plus continu.

Une première rue éponge au Canada

La Ville de Laval a voulu en finir avec les flaques d'eau dans le quartier Sainte-Rose de la rue Leclair en étendant de l'asphalte poreux. L'ingénieur responsable du projet pilote affirme d'ailleurs que, si l'on versait une chaudière d'eau, en un clin d'œil, il n'y aurait plus d'eau.

En effet, ce type d'asphalte permettrait de laisser filer l'eau comme le ferait une passoire avec un taux d'infiltration de 11 000 millimètres par heure, ce qui serait quatre fois plus que le taux jugé acceptable par le ministère des Transports, soit 2 500 millimètres par heure. Afin d'obtenir ce taux de filtration, l'asphalte perméable contiendrait moins de sable et particules fines que l'asphalte traditionnel, permettant, une fois installée, de créer des pores laissant passer l'eau. En dessous de cette couche se trouveraient aussi des pierres concassées et des cailloux entre lesquels se trouveraient des espaces vides.

Afin de rester perméable, la Ville de Laval devra aspirer la surface plusieurs fois par année. Durant la saison hivernale, la Ville ne pourra étendre de sel de déglacage. Elle devra plutôt répandre du gravier plus gros que les pores afin de ne pas les boucher. Puis, au printemps, elle devra tout balayer.

L'asphalte perméable a déjà été testé dans des stationnements. Cependant, en ce qui concerne les rues résidentielles, c'est une première au pays. Le projet permettra de voir comment la rue éponge réagira à son premier hiver de gels-dégels.



CRÉDIT : SHAUN L.

Des enregistreurs de données sans-fil seront posés directement sur les casiers des pêcheurs et transmettront des informations cruciales sur les océans.



CRÉDIT : OSAMA JEIJELI

Représentation des couches de l'asphalte poreux.

UNE RENTRÉE PARLEMENTAIRE CHARGÉE À QUÉBEC

Les personnes députées étaient de retour à l'Assemblée nationale, début février, pour débattre en vue des élections à venir en octobre 2026. La dernière étape se corse entre les différents partis, tandis que les députés indépendants se font plus nombreux et nombreuses qu'à l'habitude. Pour le premier ministre François Legault, il s'agit de la dernière expérience à l'Assemblée nationale en tant que chef du gouvernement caquiste, lui qui critique le faible leadership libéral.

Médéric Dens
Chef de pupitre *Société*

Le 3 février dernier marquait le début des travaux parlementaires qui se termineront en mai. Avant même le début de la période de questions, c'est le chef intérimaire du Parti libéral du Québec qui a donné le ton pour débiter la session parlementaire. Malgré les dissidences entre libéraux et caquistes, Marc Tanguay s'est en effet permis de saluer le parcours de François Legault et le remercier « pour ses nombreuses années de service public ».

Mais cette amicalité n'était qu'éphémère. Dès sa seconde intervention, Marc Tanguay a vivement critiqué le bulletin économique du gouvernement caquiste, en mentionnant notamment que « la CAQ aura été le parti, à terme, de la décote du Québec et d'une incapacité à offrir les services publics fondamentaux à tous les Québécoises et Québécois ».

Des dossiers importants au cœur des débats

Dès la première séance de travaux parlementaires, plusieurs projets de loi ont été déposés. Parmi ceux-ci figure le projet de loi 11, visant à alléger le fardeau réglementaire et administratif. Un autre projet important a été adopté, soit le projet de loi 5, qui vise à accélérer le déploiement de projets d'intérêt national. Enfin, d'autres projets de loi, comme la Loi 15, la Loi 12 et la Loi 9 ont été adoptés, et illustrent les avancées que désire faire la CAQ pour les mois à venir.

Comme toute rentrée parlementaire, plusieurs dossiers seront à surveiller pour les trois

mois à venir. Le Programme de l'expérience québécoise (PEQ), est certainement l'un des dossiers qui déchirent les partis, permettant d'accueillir plusieurs personnes migrantes désirant travailler au Québec. Sa récente abolition était sujet de débat, alors que le ministre de l'Immigration, Jean-François Roberge, devait répondre aux attaques en provenance d'André Albert Morin, député libéral dans la circonscription d'Acadie.

C'est Sonia Bélanger, ministre de la Santé et des Services sociaux, qui s'est par la suite défendue, cette fois sur le dossier de l'accès aux soins de santé. Elle devait notamment réagir face aux critiques solidaires et libérales, qui lui ont principalement attribué la faute pour les 5000 Québécoises et Québécois présentement en attente d'une chirurgie. Cette dernière a affirmé vouloir rencontrer les médecins spécialistes pour résoudre cette crise.

D'autres sujets, comme le logement et la hausse du prix des loyers, le bilan économique, les sorties scolaires culturelles et l'islamophobie se sont également invités à l'Assemblée nationale. De vives critiques ont aussi été faites vis-à-vis le projet constitutionnel de la CAQ et du ministre de la Justice, Simon Jolin-Barrette, projet dont les partis d'opposition s'étaient montrés en défaveur. Le manque de consultation des acteurs de la société civile et des partis politiques faisait notamment partie des critiques envers le projet.

Les députés indépendants en très grand nombre

Malgré les avancées législatives effectuées lors de la rentrée parlementaire, c'est plutôt le nombre de députés indépendants qui suscite des réactions. En effet, des 125 personnes députées composant l'Assemblée

nationale, il y a un total de 10 personnes députées indépendantes, représentant donc presque le dixième des personnes députées. Mais, ce qui surprend le plus, c'est le rôle qu'occupait auparavant ces députés indépendants, qui étaient, pour plusieurs, ministres dans des postes d'envergure.

On y voyait donc Lionel Carmant, ancien ministre des Services sociaux, Christian Dubé, ancien ministre responsable de la Santé, et Maïté Blanchette-Vézina, ex-ministre des Ressources naturelles et des Forêts. On y trouve également Pierre Dufour, qui occupait les fonctions de ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs jusqu'en 2022, lui qui a quitté ses fonctions de député en raison de l'absence de représentation régional au sein du caucus caquiste.

D'autres, comme Youri Chassin (CAQ), Vincent Marissal (Québec solidaire), François Tremblay (CAQ), Isabelle Poulet (CAQ) et Sona Lakhoyan Olivier (Parti libéral) siègent désormais en tant qu'indépendants et indépendantes. Marwah Rizqy s'y trouvait aussi, elle qui a été exclue de la formation libérale en raison d'un enjeu lié à l'éthique avec la cheffe de cabinet et amie de longue date de Pablo Rodriguez, Geneviève Hinse.

Dernière ligne droite pour François Legault

Écartant la possibilité de se représenter aux élections d'octobre 2026, François Legault vit présentement ce qui semble être son dernier tour de piste en tant que premier ministre. Pour sa dernière rentrée parlementaire, le premier ministre en a profité pour vanter le bilan économique de la CAQ.

« Maintenant, quand on regarde le déficit en pourcentage du PIB, il est actuellement

de 1,5 % du PIB. Dans les dernières années, c'est arrivé 20 fois, 20 fois, Mme la Présidente, que le déficit a été plus élevé que 1,5 % du PIB. Donc, c'est arrivé souvent avec les libéraux, souvent avec le PQ. »

François Legault s'est également permis de souligner le manque de leadership auquel le Parti libéral fait face, notamment depuis le départ de Pablo Rodriguez, qui fait suite aux scandales concernant l'exclusion de Marwah Rizqy et l'attribution de montant d'argent en échange de vote lors de la course à la chefferie. Pour le moment, tout porte à croire que c'est Charles Milliard qui sera à la tête du parti pour les élections de 2026.

Parlant de leadership, François Legault n'a toujours pas pris position quant à la meilleure personne qui sera en mesure de le remplacer à la tête de la CAQ entre Bernard Drainville et Christine Fréchette. Cependant, il s'est permis de rappeler l'importance qu'aura le projet de troisième lien dans les futurs débats. Cela faisait suite aux propos de Christine Fréchette, qui dit vouloir étudier le dossier en profondeur avant de prendre une décision à ce sujet.



En raison des réparations ayant lieu dans le salon bleu, les travaux parlementaires actuels se dérouleront dans le salon rouge, celui qui accueille normalement les commissions parlementaires et les travaux protocolaires.

SOURCE : SITE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

L'UTILISATION ÉQUITABLE ET LE TÉLÉVERSEMENT LIBRE DE MATÉRIEL PROTÉGÉ

Dans l'arrêt *Rogers Communications inc. c. Voltage Pictures*, la Cour suprême affirme que « la violation en ligne du droit d'auteur est devenue monnaie courante », notamment en raison de la facilité du téléversement et de l'anonymat d'Internet.

Corinne Lambert et
Juliette Rioux-Rheault
Collaboratrices

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'essor des plateformes de partage de documents comme Studocu, particulièrement en milieu universitaire. Toutefois, ce mode de diffusion soulève d'importants enjeux en matière de droit d'auteur, puisqu'il oppose la protection des droits exclusifs des créateurs aux droits des utilisateurs fondés sur l'exception d'utilisation équitable.

Le cadre juridique

En droit canadien, l'utilisation équitable constitue une exception prévue par la *Loi sur le droit d'auteur* permettant, dans certaines circonstances, l'utilisation d'œuvres protégées sans l'autorisation du titulaire des droits. La Cour suprême a précisé qu'il s'agit d'un véritable droit de l'utilisateur, dont l'application dépend de l'utilisation, particulièrement en contexte numérique. Cela signifie que l'analyse doit tenir compte des modalités concrètes de l'utilisateur et de la manière dont il utilise l'œuvre. L'affaire *Université York* illustre ainsi la liberté des

utilisateurs d'accepter ou non une licence de droit d'auteur, ainsi que les conséquences de ce choix quant à leur responsabilité en cas de violation du droit d'auteur.

Acte de reproduction et de communication au public

Comme le soulignent les auteurs Andrée-Anne Perras-Fortin et Nicolas Sapp, téléverser un document protégé sur une plateforme de partage signifie copier le document et le rendre accessible à d'autres personnes, ce qui est normalement réservé au titulaire du droit d'auteur. En pratique, ce geste confère fréquemment à la plateforme le droit de diffuser l'œuvre à grande échelle ou de l'exploiter d'une manière qui dépasse l'objectif éducatif initial. Lorsque la diffusion est large et que l'auteur perd le contrôle de l'œuvre, il devient difficile d'invoquer l'utilisation équitable. Rendre publique une œuvre demeure imputable à l'utilisateur, puisqu'un tel téléversement excède le cadre d'un usage strictement personnel ou privé.

Mécanisme d'encadrement

Cette réalité a conduit le législateur à instaurer le régime d'« avis et avis », prévu

aux articles 41.25 et suivants de la *Loi sur le droit d'auteur*, afin d'encadrer les violations alléguées du droit d'auteur en ligne. Ce régime oblige les fournisseurs de services Internet à transmettre aux abonnés les avis de violation envoyés par les titulaires de droits. La Cour suprême a toutefois précisé, dans *Rogers Communications*, une affaire portant sur les démarches d'une société de production cinématographique visant à identifier des abonnés soupçonnés de violation du droit d'auteur que la réception d'un tel avis n'établit pas l'existence d'une violation et n'impose aucune obligation de paiement ou de communication. Ce mécanisme vise principalement à sensibiliser les utilisateurs et à dissuader les violations en ligne, tout en maintenant un équilibre entre la protection des droits d'auteur et ceux des consommateurs, sans s'appliquer directement aux plateformes de partage de documents.

À l'ère du partage numérique, la facilité de diffusion du contenu pédagogique en ligne impose une vigilance accrue. Bien que l'utilisation équitable joue un rôle essentiel dans l'équilibre du droit d'auteur, elle demeure limitée à des usages précis et encadrés. En raison de l'ampleur de la

diffusion et des droits étendus concédés aux plateformes, il est important que les utilisateurs s'assurent que tout partage respecte les droits du titulaire de l'œuvre.



SOURCE : UNIVERSITÉ CANADA

L'utilisation équitable joue un rôle essentiel dans l'équilibre du droit d'auteur, mais elle est limitée à des usages précis et encadrés.

POLITIQUE INTERNATIONALE

LES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION DÉSIGNÉS COMME ORGANISATION TERRORISTE PAR L'UE

Le 29 janvier 2026, les 27 ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) ont décidé à l'unanimité de désigner le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) comme « organisation terroriste ». Véritable bras armé du régime des mollahs de la République islamique d'Iran, le CGRI est responsable de la répression ayant fait plus de 30 000 morts depuis la reprise des manifestations le 28 décembre 2025.

Rémi Brosseau-Fortier
Collaborateur

Cette décision de l'UE survient un an et demi après que le Canada a inscrit le CGRI sur sa liste des entités terroristes en juin 2024. Néanmoins, les gardiens de la révolution étaient déjà sous le coup de sanctions de l'UE pour violations des droits humains depuis 2021. Cette mesure permettra de geler des avoirs liés au CGRI et de criminaliser les organisations les soutenant.

Une initiative italienne

Le ministre des Affaires étrangères de l'Italie, Antonio Tajani, est à l'origine de cette nouvelle classification. Le 26 janvier, Tajani avait déclaré sur la plateforme X vouloir également imposer « des sanctions individuelles contre les responsables de ces actes odieux ». Le 28 janvier dernier, la France affirmait soutenir cette décision. Du côté d'Israël, dès le 11 janvier, le ministre des Affaires étrangères Gideon Saar jugeait que « l'heure était venue » de qualifier le CGRI comme organisation terroriste. Ce dernier a d'ailleurs salué une « décision importante et historique » sur X, comme rapporté par le média belge RTBF.

Depuis le 29 janvier, six organismes et hauts responsables iraniens ont été ajoutés à la liste des sanctions pour leur rôle dans les violences contre la population civile iranienne. Au total, l'UE sanctionne 247 individus et 50 entités en Iran. En réponse, l'Iran a déclaré le 1^{er} février que les armées européennes sont désormais considérées comme des « groupes terroristes », même si cette décision est principalement de nature symbolique.

Qui sont les gardiens de la révolution ?

Fondé en 1979 après la création de la République islamique d'Iran, le CGRI est une organisation paramilitaire sous le commandement direct du Guide suprême de la révolution. Chargés de « protéger le système » de la République, les effectifs du CGRI sont estimés entre 150 000 et 200 000 membres selon les agences de renseignement occidentales.

Également appelés « Pasharan », les gardiens de la révolution détiennent de nombreuses entreprises iraniennes dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures, des télécommunications et des finances. Selon Clément Therme, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (IFRI), leur budget militaire

oscille entre 6 et 9 milliards de dollars annuellement. Le CGRI comprend également une branche d'élite, la Force Al-Qods.

Le personnel soignant ciblé

Dans une lettre ouverte publiée le 28 janvier, l'Association médicale mondiale (AMM) a dénoncé les « inquiétantes persécutions dont

sont victimes les médecins iraniens ». Cette déclaration survient après que le CGRI aurait procédé à des arrestations de blessés et menacé les médecins dans des hôpitaux des provinces d'Ispahan et de Tchaharmahal-et-Bakhtiari.



SOURCE : GETTY IMAGES

Depuis le début du mois de février, plusieurs mouvements s'organisent pour rendre hommage au 47^e anniversaire de la révolution islamique à Téhéran.

BROWNIES AU PLQ : LES MESSAGES SERAIENT UN MONTAGE

L'enquête externe de « l'affaire des brownies » est officiellement terminée. Le juge Jacques R. Fournier n'a finalement pas su identifier de coupable derrière les allégations ayant poussé l'ancien chef du Parti libéral du Québec (PLQ), Pablo Rodriguez, à quitter ses fonctions.

Meg-Anne Lachance
Cheffe de pupitre *Société*

Mandaté par le PLQ cette automne, le juge retraité Jacques R. Fournier, avait la dure tâche « de déterminer le bien-fondé ou non d'allégations formulées dans l'article du *Journal de Montréal* le 19 novembre 2025. Après plusieurs mois d'analyse, le juge Fournier affirme ne pouvoir répondre, « ni dans un sens, ni dans l'autre ».

Malgré cette conclusion, l'ancien magistrat révèle que les échanges par textos envoyés au journal étaient créés de toute pièce.

« Considérant que les dates du 11 au 13 avril sur les premiers textos, font voir un échange continu qui porte sur un tout autre sujet que celui du « brownies », je conclus que ce qui a été transmis au *Journal de Montréal*, et qui porte la même date et les mêmes mots, ne peut être qu'un montage », peut-on lire à la fin du rapport.

Sona Lakhoyan et Alice Abou-Khali, toutes les deux accusées par 98,5 FM d'être derrières les messages, ont également été lavées de toutes accusations. « Rien ne

permet d'impliquer que Sona Lakhoyan et Mme Alice Abou-Khalil ont participé ou étaient impliquées dans cet échange. »

La députée Sona Lakhoyan Olivier est toutefois toujours la principale intéressée de l'enquête de la commissaire à l'éthique et à la déontologie de l'Assemblée nationale, Ariane Mignolet.

« L'affaire Cabral »

Sur l'affaire Cabral, le juge Fournier a laissé entendre qu'il aurait bel et bien eu un geste répréhensible, sans développer ses explications davantage.

« Par ailleurs, il semble bien qu'il y a eu contravention à la Loi électorale dans le cas du solliciteur ayant organisé l'évènement du 12 avril 2025. Comme cette situation précise est sous enquête, et pourra déboucher à des poursuites pénales, je ne ferai aucun autre commentaire », conclut-il dans son rapport.

À titre de rappel, l'homme d'affaires Emanuel Cabral aurait utilisé des prête-noms pour financer la campagne de M. Rodriguez, lors d'un évènement organisé en avril 2025. Pablo Rodriguez avait par la suite annoncé déposer une énonciation formelle à l'Unité

permanente anticorruption (UPAC) ainsi qu'au directeur général des élections (DGE).

À la suite de la publication du rapport, l'ancien chef libéral a exprimé son approbation et a remercié le juge Fournier dans une publication sur X. « Son rapport démontre clairement que mon équipe et moi n'avons jamais pris part ou été témoins de quelconques

malversations durant la course à la chefferie », écrit M. Rodriguez dans son tweet.

C'est donc un important dossier qui se close pour le Parti libéral du Québec. Cependant, il est toujours impliqué dans des enquêtes en cours, notamment auprès de l'Unité permanente anticorruption (UPAC).



CRÉDIT : FACEBOOK DU PLQ

Pablo Rodriguez et son équipe ne sont pas derrière les messages textes envoyés au JDM.

POLITIQUE AMÉRICAINE

REVIREMENT DANS LE STATUT DE PROTECTION TEMPORAIRE AUX ÉTATS-UNIS

Ce sont 350 000 migrantes et migrants haïtiens qui peuvent finalement pousser un soupir de soulagement aux États-Unis. Lundi le 2 février dernier, une juge fédérale a renversé la décision du département de la Sécurité intérieure, qui visait à retirer le statut de protection temporaire pour les personnes migrantes en provenance d'Haïti. Jugeant la décision « arbitraire » et « capricieuse », elle bloque ainsi la suspension du programme, au grand désaccord du département et de sa secrétaire, Kristi Noem.

Médéric Dens
Chef de pupitre *Société*

Terre d'accueil historique, les États-Unis font désormais face à un déchirement entre les valeurs d'acceptation et l'identité nationale. Ce déchirement se traduit récemment par les violences envers les personnes migrantes, notamment par les agents de l'*Immigration and Customs Enforcement* (ICE). Fuyant un chaos politique et économique sans précédent, les Haïtiens et Haïtiennes entrent par centaine chaque jour, à la recherche d'un pays pour se réfugier.

Le statut de protection temporaire (TPS), auparavant prolongé par l'administration Biden en 2021, a pourtant été révoqué par Kristi Noem, secrétaire à la Sécurité intérieure (DHS). Ce statut permet aux personnes migrantes d'un pays en particulier, lorsque les résidents de ce dernier ne peuvent retourner d'où ils viennent en toute sécurité, de rester en toute légalité en sol américain. Selon le site officiel du secrétariat à l'Immigration, cela concerne notamment les pays subissant des conflits armés, des crises environnementales ou toutes autres conditions extraordinaires.

En janvier dernier, lors des auditions, Ana Reyes, juge fédérale, avait justement

questionné Kristi Noem à savoir si cette dernière connaissait les raisons profondes de cette révocation annoncée. Cela faisait suite à un courriel du Département de l'État dévoilé, dans lequel il affirmait qu'aucune préoccupation de politique étrangère ne découlait de cette révocation. Une réponse vague et peu élaborée n'avait pas, à ce moment, satisfait la juge, qui s'est emparée de ce dossier et a renversé la décision du DHS.

Des révocations de plus en plus fréquentes

Révoquer le statut de protection temporaire aux personnes migrantes semble devenir

une habitude pour l'administration Trump, notamment depuis le début de l'année 2026. En consultant le site officiel du département de l'Immigration, le nom des pays qui voient leur statut de protection temporaire suspendu est dévoilé, et la liste s'alourdit de jour en jour.

Parmi ceux-ci figurent le Venezuela, l'Éthiopie, le Nicaragua, le Népal, le Honduras, le Soudan du Sud, la Somalie et le Myanmar. Pour plusieurs d'entre ces pays, des juges se sont opposés aux décisions, notamment pour le Soudan du Sud et le Népal. Visiblement, ces contestations ne pourront pas faire reculer l'administration

Trump dans ses décisions, jugeant l'immigration comme encline à propager la violence dans la société américaine.

Ce qui choque le plus, c'est principalement le ton employé par l'administration Trump. Sur ses réseaux sociaux, Kristi Noem attribue un niveau élevé de dangerosité aux personnes migrantes, les qualifiant notamment de « tueurs, de parasites et de profiteurs ». Rappelons que dans ses discours officiels, le président américain qualifie de façon régulière les immigrants d'*aliens*, et affirme vouloir déporter plus de 11 millions d'entre eux.



SOURCE : GETTY IMAGES

Les récentes périodes de question ont été marquées par une hausse du ton de la secrétaire de la Sécurité intérieure.

L'AVENIR DES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER MENACÉ

L'avenir des Jeux olympiques (JO) d'hiver tels que nous les connaissons aujourd'hui, se trouve dans une situation précaire à cause des bouleversements climatiques. De moins en moins de sites peuvent accueillir les sports de neige de manière sûre et équitable, et cette possibilité se réduit rapidement.

Sarah Gendreau Simoneau
Rédactrice en chef

Partout dans l'hémisphère Nord, où les villes se bousculent pour recevoir cette grande compétition mondiale, le manteau neigeux des montagnes prisées pour le ski, notamment, continue de s'amincir, alors que les saisons propices aux sports d'hiver se raccourcissent.

L'année 2025 a été confirmée comme étant la troisième année la plus chaude jamais enregistrée après 2024 et 2023, respectivement en première et en deuxième position. Nous ressentons les effets des changements climatiques, surtout en hiver : diminution du nombre de jours d'ouverture dans les stations de ski locales, fonte des neiges et des glaciers, et patinoires extérieures qui gèlent à peine.

Des sites de moins en moins viables

Selon une étude de 2024 de chercheurs de l'Université de Bayreuth, en Allemagne, d'ici la période 2071-2100, 13 % des stations de ski actuelles devraient perdre la totalité de leur enneigement naturel, et 20 % verront leur couverture de neige diminuer de plus de moitié.

D'ici 2050, près de la moitié des sites hôtes fiables des Jeux olympiques d'hiver actuels pourraient disparaître. Si la pollution au carbone se poursuit au rythme actuel, le risque est encore plus grand pour les Jeux paralympiques, qui ont lieu un peu

plus tard, en mars. Des températures plus élevées et un enneigement moins fiable créent des conditions plus difficiles, et souvent dangereuses, pour les athlètes.

Pour les épreuves de Milan-Cortina, entre 85 % et 90 % de la neige est artificielle. Pour la fabriquer, ce sont 2,5 millions de mètres cubes d'eau qui sont pompés, soit l'équivalent de 380 piscines olympiques. Les athlètes, qui s'entraînent tout au long de l'année sur des sites dispersés un peu partout dans le monde, sont les premiers témoins de cette nouvelle réalité.

Pour déterminer si un site demeurerait viable aux horizons 2050 et 2080, les chercheurs se sont concentrés sur deux critères principaux : son accès à une couverture neigeuse suffisante pour le début des Jeux ainsi que l'enregistrement de températures adéquates pendant toutes les compétitions. S'il est possible de remplir les deux critères au moins 90 % du temps, le site est jugé climatiquement viable. Si la probabilité se tient entre 75 % et 90 %, il est désigné comme risqué, et si elle est maintenue sous les 75 %, il est considéré comme non viable.

Selon l'étude réalisée en 2018 par l'équipe du professeur Daniel Scott, de l'Université de Waterloo, deux scénarios d'émissions de gaz à effet de serre (GES) sont possibles pour évaluer la viabilité. L'option modérée suppose l'atteinte des objectifs climatiques de l'Accord de Paris, soit contenir le réchauffement de la planète à + 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Le scénario d'émissions élevées, lui, projette «une trajectoire actuelle,

mais où aucune autre action de réduction d'émissions ne serait mise de l'avant». Selon Daniel Scott, « nous allons probablement atteindre un scénario au milieu des deux ».

Le site de Cortina d'Ampezzo, où se déroulent les épreuves de ski alpin, de curling et de glisse (skeleton, bobsleigh, luge) est jugé fiable jusqu'en 2080, peu importe les émissions.

Des idées pour les athlètes

La skieuse acrobatique sherbrookoise Marion Thénault, qui en est à ses deuxièmes Jeux olympiques en carrière, surveille également les conditions de neige et les températures pour ces Jeux. « Tu as beau te dire conscientisé, mais quand tu es à l'école, à la maison ou dans un gymnase, les changements climatiques peuvent rester abstraits. Mais quand ton sport t'amène en montage, ça devient super frappant », expliquait-elle au *Devoir* en 2025. Elle qualifie le tout « d'angoissant », mais ça lui a donné envie de se fixer comme objectif de devenir la première athlète canadienne carboneutre, c'est-à-dire de réduire au maximum les émissions de GES liées à ses activités et de faire appel à des mesures compensatoires pour ce qui reste.

Pour ce faire, elle est aidée de la firme d'experts WSP pour calculer son empreinte carbone. Son transport, notamment les déplacements nécessaires à sa participation aux compétitions partout dans le monde, constitue la plupart de ses GES. Pour réduire son empreinte et celle des autres athlètes de sa discipline, elle a proposé à la fédération internationale de sport de modifier son calendrier afin de réduire les

allers-retours entre les continents. Selon elle, ce dont on se rend compte, c'est que de nombreux athlètes se disent empêchés par la fédération d'agir en faveur de la planète et que la fédération jure être prête à mieux faire si les athlètes sont d'accord.

S'adapter à la réalité

Le Comité international olympique (CIO) envisage la possibilité dans l'avenir d'organiser les Jeux en janvier. Une proposition lancée en septembre dernier qui aura également une incidence sur les Jeux paralympiques d'hiver.

L'autre idée qui semble pointer est celle de pratiquer une rotation entre quelques sites seulement, qui deviendraient permanents. Une étude publiée en décembre dernier par le cabinet-conseil français *Circle Strategy* suggère ainsi d'instaurer une rotation des Jeux olympiques autour de pôles permanents situés dans les cinq régions du monde où l'avenir des sports d'hiver semble plus prometteur. Selon cette étude, les Alpes françaises et suisses, les Rocheuses américaines et canadiennes, ainsi que le Japon pourraient accueillir des sites permanents destinés à l'organisation en alternance des JO d'hiver.

Cette pratique permettrait également de donner un caractère permanent à des installations qui coûtent de plus en plus cher à construire. La rotation favoriserait aussi le développement d'une réelle expertise chez les organisateurs. Le CIO serait ouvert à cette idée.



La piste Olimpia delle Tofane où se déroulent les épreuves de ski des Jeux olympiques 2026 à Cortina et qui date des JO de Cortina de 1956.

SOURCE : JO 2026

LE HOCKEY VERT & OR ACCUEILLE SA PREMIÈRE RECRUE

Le programme de hockey Vert & Or s’apprête à refaire surface après cinquante ans d’absence. L’arrivée de sa toute première recrue officielle marque déjà un moment charnière. Pour Éli Baillargeon, ailier gauche de 20 ans originaire de Shefford, ce nouveau départ représente bien plus qu’un simple changement d’équipe. C’est l’occasion de contribuer à la fondation d’un programme et d’y laisser sa trace dès le début.

Alexia Santos
Correspondante Vert & Or

Du haut de ses 5 pieds 9 pouces et 176 livres, l’attaquant ne mise pas uniquement sur son gabarit, mais surtout sur son intensité et son sens du jeu offensif. Cette saison, en 39 matchs, il a récolté 47 points, dont 28 buts et 19 passes. Ce niveau de production témoigne de son impact sur la glace.

« Je suis un joueur très intense et offensif, la plupart des joueurs qui jouent contre moi vont dire que je peux être fatigant à jouer contre parce que je suis intense et capable de créer de l’offensif aussi. »

Un passage formateur en Nouvelle-Écosse

Cette intensité, il l’a développée au fil des dernières saisons, notamment lors de son passage avec les Bearcats de Truro, en Nouvelle-Écosse. Une expérience marquante qui lui a permis de grandir bien au-delà du hockey. Quitter le Québec pour évoluer dans un environnement anglophone représentait d’abord un défi linguistique, mais aussi une opportunité de croissance personnelle.

« Je suis venu ici beaucoup pour mieux apprendre l’anglais. Ça va être bon au-delà du hockey, ça peut être bon partout dans la vie. » Autre que la langue, ce séjour dans les Maritimes lui a permis de gagner en

maturité. « Je suis arrivé dans une équipe où j’étais dans les plus vieux, j’avais de grosses responsabilités. Je pense que cette maturité-là, je vais la rapporter au Québec. »

Ces responsabilités lui ont appris à gérer la pression et à s’impliquer davantage dans la dynamique du groupe. Ces dernières sont des qualités précieuses à avoir dans un contexte universitaire.

Le retour près de la maison

Après cette expérience loin de la maison, un retour en Estrie s’est progressivement imposé comme une évidence. Si l’aventure en Nouvelle-Écosse lui a permis de sortir de sa zone de confort, elle lui a aussi fait réaliser l’importance de la proximité familiale.

« Quand je regardais mes décisions pour l’année prochaine, je voulais revenir proche de la maison. J’ai vécu l’expérience d’être loin, j’ai aimé ça, mais je suis rendu à un autre niveau. J’aimerais ça être plus proche de la maison. »

L’Université de Sherbrooke s’est donc rapidement retrouvée parmi ses options représentant un équilibre idéal entre poursuite sportive et stabilité personnelle.

Un défi unique : relancer un programme

Le retour du programme de hockey du Vert & Or, qui en sera à sa première saison

depuis les années 1970, a aussi éveillé son intérêt. De plus, se joindre à une équipe en construction comporte son lot d’incertitudes, mais offre également une occasion rare. « Je trouve ça quand même le fun que ce soit la première année. Je suis le premier joueur et c’est un beau défi. » Être pionnier dans un programme qui renaît signifie contribuer à en définir la culture et l’identité dès le départ.

Un lien de confiance avec l’entraîneur

Son lien avec l’entraîneur-chef Dominic Desmarais a également joué un rôle important dans sa décision. Les deux se connaissent depuis plusieurs années. « Mes parents sont amis avec lui depuis longtemps. Il a coaché mon grand frère quand il était plus jeune et il a suivi mon parcours depuis que je suis jeune. » Cette relation de confiance s’est confirmée lors de sa visite officielle à l’Université de Sherbrooke. « Quand je suis allé visiter avec la haute direction, ça s’est vraiment bien passé. Je trouvais la mentalité bonne, les valeurs étaient les mêmes. C’est là que mon chemin s’est confirmé. »

Des attentes réalistes pour la première saison

Du côté des attentes pour la saison à venir, le jeune joueur demeure lucide. Avec un programme en redémarrage, plusieurs repères restent à construire. « Je n’ai pas vraiment d’attentes pour le moment. Le Vert & Or met beaucoup de choses en place pour que

ce soit un programme bien structuré. Ça va être du nouveau pour tout le monde, mais je pense que tout le monde va arriver prêt. » Cette approche reflète une certaine maturité, car plutôt que de viser des résultats précis, il privilégie l’engagement et l’adaptation.

L’importance de la chimie d’équipe

S’il ne pointe pas un moment précis comme étant son meilleur de sa carrière junior, Éli souligne l’importance des relations entre coéquipiers. « Avec mon équipe à Truro, on est vraiment proches. En dehors de la glace, on a toujours de beaux moments. Je trouve ça important. » Dans une équipe en construction, cette mentalité axée sur le collectif pourrait devenir un ingrédient clé.

Un nouveau chapitre s’amorce

À l’aube de cette nouvelle aventure, Éli Baillargeon incarne déjà plusieurs valeurs associées au sport universitaire : engagement, persévérance et esprit d’équipe. Alors que le Vert & Or se prépare à amorcer sa première saison, l’arrivée de sa première recrue donne un aperçu de la culture que l’équipe souhaite bâtir. Pour l’ailier qui entamera des études en administration des affaires à l’automne prochain, l’histoire ne fait que commencer, mais une chose est claire : il est prêt à en écrire les premiers chapitres sur la glace sherbrookoise.



Éli Baillargeon, ailier gauche de 20 ans originaire de Shefford, a été repêché comme première recrue pour la toute nouvelle équipe de hockey Vert & Or qui prendra son envol à l’automne 2026.

SOURCE : BEARCATS DE TRURO

LES CODES VESTIMENTAIRES DANS LES SPORTS, NÉCESSAIRES ?

Les Jeux olympiques de Milan-Cortina ont officiellement commencé le 6 février dernier, en Italie. Lors d'événements sportifs de cette envergure, des enjeux qui dépassent les performances et les médailles sont mis en lumière. Des comportements sexistes, racistes ou homophobes démontrent certaines inégalités encore persistantes dans le monde du sport. Parmi celles-ci, le code vestimentaire en est une flagrante.

Maxim Bonneville
Collaboratrice

L'enjeu autour des vêtements imposés aux sportives ne date pas d'hier. Si aujourd'hui les uniformes sont courts et moulants, cela n'a pas toujours été le cas.

En France, c'est Suzanne Lenglen qui a été la première à se rebeller contre le code vestimentaire imposé aux femmes. La prodigieuse joueuse de tennis s'est débarrassée de ses robes longues et son corset (le code vestimentaire à l'époque) pour se tourner vers la jupe plissée. Et son choix audacieux n'est pas passé inaperçu ! Grâce à son talent pour le tennis, et des vêtements beaucoup plus pratiques, Lenglen a battu des records, gagné des tournois et fait changer officiellement le code.

Si Suzanne Lenglen s'est tournée vers la jupe pour être plus confortable, peut-on justifier les règles d'aujourd'hui de la même manière ?

Obligations strictes

Encore en 2026, les sportives sont obligées de porter des vêtements très courts et moulants. C'est le cas au volleyball, où

les femmes doivent porter des cuissards très courts, voire une simple « bobette », ainsi qu'une camisole moulante et courte. Dans certaines organisations, le code vestimentaire est tellement strict que les personnes qui ne le respectent pas peuvent recevoir des amendes. C'est arrivé à l'équipe de handball norvégienne en 2021, qui avait décidé de porter des shorts au lieu d'un bas de bikini. Elles ont reçu une amende d'environ 2 600 \$.

Les règles régissent les types de vêtements, leurs longueurs, et parfois même les couleurs imposées aux joueurs et aux joueuses. C'est par exemple le cas dans le célèbre tournoi de Wimbledon, où toutes les personnes qui jouent sont obligées de porter du blanc. La règle était tellement stricte qu'en 2017, Venus Williams a été obligée de changer de soutien-gorge pendant un match, car ses bretelles roses étaient visibles.

Cette règle, qui allait même jusqu'aux sous-vêtements, était une source de stress pour les joueuses menstruées. Il a fallu attendre en 2023 pour que la règle soit assouplie et que les femmes puissent enfin porter des shorts sous leur jupe, à condition qu'ils soient unis, foncés et qu'ils ne dépassent pas la longueur de la jupe.

Pourquoi les sportives doivent porter des vêtements aussi moulants et révélateurs ? Pour bien comprendre, il faut tout d'abord s'intéresser à deux concepts clés : l'hypersexualisation et le *male gaze*. L'hypersexualisation, c'est l'action de rendre sexuels des comportements ou des personnes en les réduisant à des stéréotypes de genre ou à leur apparence. Quant à lui, le *male gaze*, est une expression féministe qui dénonce la manière de certains médias (publicités, films, jeux vidéo, etc.) de présenter les femmes avant tout comme objet de désir masculin.

En effet, certaines personnes croient que le code vestimentaire imposé aux sportives est avant tout un outil de marketing. Comme le sport féminin est généralement moins populaire (et donc moins rentable financièrement), des vêtements sexy et révélateurs pourraient être une manière d'attirer les regards, et donc de plus gros profits. La citation de Sepp Blatter, président de la FIFA, est un excellent exemple : « Les femmes devraient avoir des shorts plus serrés pour créer une esthétique plus féminine et ainsi augmenter la popularité du sport. »

Ouverture à l'horizon

Bien qu'il y ait encore beaucoup de travail à faire, certaines organisations sont plus

sensibles et ouvertes au changement. C'est par exemple le cas de Patinage Canada, qui permet aux patineuses et aux patineurs de porter les vêtements qu'ils souhaitent, à condition qu'ils soient « sobres et dignes ». Sur le site internet officiel, on peut lire que « pour les compétitions nationales, la neutralité de genre s'applique en matière de vêtements. Les patineurs peuvent choisir, sans aucune restriction, de porter une jupe, une robe, un pantalon ou des collants ». C'est également le cas du Royal Canada Curling club, qui a comme seule obligation de porter des chaussures de curling ou des souliers avec semelles de caoutchouc propres et de ne pas porter de vêtements qui peuvent laisser tomber des fibres.

Les codes vestimentaires peuvent avoir du bon. Ils uniformisent les équipes et assurent la sécurité des athlètes. En revanche, au-delà de ces besoins, sont-ils vraiment nécessaires ? En 2026, ne serait-il pas temps de laisser les gens choisir ? L'hypersexualisation des sportives amène des inconforts et des violences énormes. Laissons-les pratiquer leur sport comme elles le souhaitent dans des vêtements qu'elles jugent confortables.



SOURCE : GETTY IMAGES

Suzanne Lenglen a été la première, en France, à défier le code vestimentaire imposé aux femmes au tennis.



CRÉDIT : KEVIN VOIGT

De plus en plus de sportives bousculent les codes vestimentaires imposés comme ces volleyeuses françaises qui ont délaissé le bas de bikini pour le short lors des Jeux olympiques de Paris 2024.



**CULTIVER
LE DIALOGUE.
BÂTIR L'AVENIR.**

**Tu fréquentes
le parc
Lucien-Blanchard?**

**Informe-nous
de tes besoins
en répondant au
questionnaire!**